

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE SUICIDE

DANS

L'ASSURANCE SUR LA VIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 27 mai 1908, à 1 heure.

PAR

François COMMARMOND

Président : M. PLANIOL, professeur.

Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, professeur.
MEYNIAL, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

36, Rue Monsieur-le-Prince, 36

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE SUICIDE

DANS

L'ASSURANCE SUR LA VIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 27 mai 1908, à 1 heure.

PAR

François COMMARMOND

Président : M. PLANIOL, professeur.

Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, professeur.
MEYNIAL, agrégé.



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

1908

INTRODUCTION

Le suicide est aussi ancien que le monde. Partout et toujours mais dans des mesures diverses, l'homme y a recouru et y a vu le remède suprême à des souffrances morales ou physiques qu'il jugeait incurables.

Aux époques de croyances religieuses profondes, ou lorsqu'une législation sévère jusqu'à la cruauté frappait le suicide, ou bien lorsque l'opinion non moins sévère flétrissait la famille qui avait provoqué ou n'avait pas su prévenir le découragement qui avait armé le bras du suicidé, le suicide a pu être relativement rare. Mais aujourd'hui ces influences préventives n'existent plus; en outre la lutte pour l'existence, « the struggle for life », a pris un caractère d'acuité inconnu jusque-là. Aussi le nombre des suicidés, ces malheureux vaincus de la vie, a-t-il augmenté d'une façon inquiétante.

En France, de 1830 à 1835, on n'a compté que 10.596 suicides, soit une moyenne de 2.100 par

année; le chiffre s'est rapidement élevé à 6.496 en 1879, à 8.286 en 1889 et à 9.952 en 1899, alors que l'accroissement de la population était peu sensible (35 millions en 1850, 39 millions aujourd'hui).

Cette progression a attiré l'attention du monde des assureurs. Les Compagnies d'assurances ont pu ne pas se préoccuper du suicide tant qu'il n'a constitué qu'une rare exception, mais du jour où il a pris une place importante dans la mortalité générale il leur a fallu nécessairement en régler les effets. Elles se sont trouvées en présence d'intérêts opposés qui rendaient difficile la solution du problème. D'une part, exclure toujours le suicide des risques couverts par la police paraissait être une mesure bien rigoureuse et à l'égard de l'assuré qui souvent n'est pas responsable de la mort qu'il se donne, et à l'égard du bénéficiaire de l'assurance qui, lui, n'a certainement rien à se reprocher. D'autre part, il était à craindre qu'en payant quand même l'indemnité convenue, on n'aboutît à augmenter encore le nombre déjà si élevé des morts volontaires, et à compromettre à la fois l'ordre public et les intérêts de l'assureur. Aussi les solutions ont-elles varié suivant les Compagnies.

Nous examinerons dans quelle mesure et sous quelles conditions l'assurance du suicide peut être admise sans porter atteinte aux principes juridiques. Puis, nous attachant à la pratique suivie par les Com-

pagnies françaises, qui ont bien soin d'exclure le suicide, nous étudierons les conditions de cette exclusion et ses effets, sans oublier les délicates questions de preuve qu'elle entraîne.

I. — LE SUICIDE EST-IL UN RISQUE ASSURABLE ?

En principe, le suicide est exclu de l'assurance. Les Compagnies prennent en effet pour base de leurs calculs les probabilités de la vie normale ; elles n'ont en vue que les risques ordinaires de mort auxquels chacun de nous est exposé. Il est entendu que l'assuré ne provoquera pas volontairement sa mort, mais la laissera dépendre du cours des événements.

Donc, même en l'absence de toute clause dans les polices, l'assureur ne sera pas tenu de payer l'indemnité stipulée, au cas où l'assuré aurait mis lui-même fin à ses jours. L'assurance sur la vie a son droit commun, comme d'ailleurs tous les contrats ; on peut dire que l'exclusion du suicide en fait partie (1).

1. Voir un arrêt de la Cour Suprême des États-Unis du 17 janvier 1898 qui consacre cette solution. (*Moniteur des Assurances*, 1898, p. 185.)

Beaucoup d'auteurs sont allés plus loin et ont soutenu que la garantie du suicide était contraire à l'ordre public autant qu'à la nature du contrat d'assurances, et qu'elle ne pouvait être stipulée. En fait, certaines Compagnies se sont rangées à cet avis, et excluent rigoureusement la mort volontaire ; d'autres, au contraire, lui étendent le bénéfice de l'assurance, mais seulement si le contrat a déjà couru pendant un certain temps : elles insèrent à cet effet dans la police une clause dite d'incontestabilité (1).

Nous étudierons les origines de cette clause d'incontestabilité, sa valeur et l'attitude qu'ont prise à son égard la jurisprudence française et les législations étrangères.

1. On se trouve alors en présence d'une police incontestable. La langue anglaise a fourni plusieurs synonymes pour désigner la même idée, tels que police « unquestionable », ou « indisputable », ou encore « unchallengeable ».

Dans sa conception la plus large, la clause d'incontestabilité se réfère à deux ordres d'idées : d'une part la Compagnie renonce à se prévaloir de toute déchéance encourue par l'assuré pour réticences ou déclarations inexactes, quand la police a couru pendant un certain temps. D'autre part, ce délai expiré, elle ne prononce aucune exclusion quant aux risques de suicide, duel ou condamnation judiciaire. Cette dernière application de la clause d'incontestabilité est la plus contestée.

A). — Origines de la clause d'incontestabilité

Ce n'est pas de la pratique des Compagnies françaises qu'est née la clause d'incontestabilité.

Sous le régime de la loi du 24 juillet 1867 (art. 66), les Sociétés françaises étaient soumises à l'autorisation du gouvernement, et elles s'étaient toujours vu interdire par le Conseil d'État l'insertion dans leurs polices de la clause de garantie de suicide.

Loin de protester contre cette jurisprudence, elles s'y sont rigoureusement conformées jusqu'à nos jours. Toutes les polices stipulent que si la personne, sur la tête de laquelle repose l'assurance, se donne la mort, la Compagnie est libérée de ses obligations (1).

1. La clause est généralement ainsi conçue :

« La Compagnie ne répond pas des risques de duel, de suicide ou de condamnation judiciaire.

« En cas de décès par suite des risques exclus par le paragraphe précédent, si les trois premières primes annuelles n'ont pas été payées, la police est de plein droit sans effet et les primes payées demeurent acquises à la Compagnie.

« Si les trois premières primes annuelles au moins ont été acquittées, la Compagnie tient compte aux ayants droit de la valeur qu'elle aurait payée si elle avait racheté le contrat la veille du décès ; cette valeur est calculée conformément à la disposition de la police à cet égard.

« La déchéance prononcée par les paragraphes 2 et 3 du présent article n'est pas applicable en cas de suicide incons-

Depuis le commencement du siècle dernier, les Compagnies ont atténué la rigueur de plusieurs clauses de leurs polices, notamment en cas de séjour à l'étranger, de déclarations inexactes sur l'âge de l'assuré ou sur son état de santé ; mais elles ont persisté à déclarer que, sauf le cas d'aliénation mentale, elles ne paient pas l'indemnité stipulée, si l'assuré vient à se suicider : elles se contentent, quand la police comporte une valeur de rachat, de consentir à en effectuer le versement, si trois primes annuelles ont été payées ; les anciennes polices, au contraire, stipulaient que le montant intégral des primes payées restait dans tous les cas acquis à l'assureur : tout le progrès réalisé se résume, semble-t-il, dans cette légère modification.

Remarquons que, malgré la jurisprudence du Conseil d'État, les Compagnies françaises auraient eu plus d'une occasion de se départir de leur rigueur. Beaucoup d'entre elles, par exemple, fonctionnent à l'étranger, dans des pays voisins où les pouvoirs publics montrent moins de défiance que chez nous. Rien ne les empêchait de mettre leurs polices à l'unisson de celles des Compagnies locales, et d'y introduire notamment la clause d'incontestabilité en cas de suicide.

Elles n'ont jamais voulu le faire ; l'exclusion du
cien, mais il est de convention expresse entre les parties que dans ce cas la preuve de l'inconscience de l'assuré suicidé sera à la charge des bénéficiaires de l'assurance, »

suicide paraît être, pour elles, un dogme dont il serait dangereux de s'écarter. Par suite il y a peu de chances qu'elles mettent à profit les facilités que leur offre la nouvelle réglementation des sociétés d'assurances sur la vie instituée par la loi du 17 mars 1905. Cette loi abroge l'article 66 de la loi de 1867 et substitue le régime de l'enregistrement à celui de l'autorisation. L'article 3 porte que l'enregistrement ne peut être refusé que pour infraction aux lois, notamment aux lois qui régissent les sociétés. D'autre part, la loi de 1905 s'applique aussi bien aux Sociétés étrangères qu'aux Sociétés françaises. Or beaucoup de Compagnies étrangères admettent la clause d'incontestabilité et ne se sont pas vu pour cela refuser l'enregistrement ; et si une Compagnie française voulait suivre leur exemple, il serait bien difficile de lui opposer une fin de non-recevoir.

Les Compagnies étrangères se montrent moins rigoureuses à l'égard du suicide : elles insèrent volontiers dans leurs polices la clause d'incontestabilité. Elles font en France même une rude concurrence à nos Compagnies nationales, et ne manquent pas de vanter, en particulier, les avantages qui résultent de l'incontestabilité de leurs polices. Sous la loi de 1867, elles jouissaient d'une espèce de régime de faveur : tandis que nos Sociétés françaises devaient obtenir l'autorisation du gouvernement, il avait été reconnu que les sociétés étrangères pouvaient fonc-

tionner librement en France, pourvu qu'elles se fussent conformées aux lois en vigueur dans leur pays. Ce système avait soulevé des récriminations, et le législateur a cru bon, par la loi de 1905, de soumettre toutes les Compagnies, tant françaises qu'étrangères, à un même régime de surveillance et de contrôle. Mais cette législation nouvelle ne s'oppose pas, ainsi que nous l'avons vu, à ce que les Sociétés étrangères puissent assurer le suicide en France.

Il est vrai que les pouvoirs publics s'apprêtent à réglementer le contrat d'assurances. Le projet de loi (1) déposé à la Chambre des députés le 12 juillet 1904 contient un article (l'article 53) qui considère l'assurance du suicide comme contraire à l'ordre public et annule les polices qui la stipuleraient. Si ce projet était voté, il est certain que l'enregistrement pourrait être refusé à une Société dont les statuts admettraient la garantie du suicide.

Les Compagnies étrangères (2) qui pratiquent l'assurance du suicide, ne sont pas arrivées à ce résultat du premier coup. A l'origine elles ont éprouvé

1. Chambre des députés, annexe n° 1918. *J. off.*, 6 nov. 1904.

2. V. QUENTIN. De la validité de la clause d'incontestabilité. *Revue internationale des assurances*, année 1898, et Rapport du Bureau fédéral des assurances sur les entreprises privées en matière d'assurances en Suisse en 1895, publié en 1897.

une certaine hésitation à assimiler la mort volontaire à la mort naturelle. Le suicide, sauf de rares exceptions, était, semble-t-il, exclu, sans qu'on tint compte de l'état mental de l'assuré : on ne recherchait pas si celui-ci était ou non conscient de l'attentat qu'il commettait sur lui-même. D'autre part, en cas de suicide, le plus souvent les assureurs se déchargeaient de l'obligation de payer quoi que ce fût : les primes leur restaient acquises, sauf pourtant, d'après certains contrats, quand la police était possédée par un tiers. D'autres fois, la somme, que devait recevoir le bénéficiaire, était simplement réduite : les primes payées étaient remboursées en entier, ou bien on restituait la réserve, ou même simplement la valeur de rachat.

Cependant quelques Compagnies avaient songé à introduire dans la question un élément nouveau : le temps écoulé depuis la conclusion du contrat. Il leur avait paru intéressant de rechercher à quelle époque le suicide s'était produit. Cette notion du temps écoulé se trouvait déjà dans certaines polices, celles qui n'édictaient pas de déchéance pour cause de suicide quand le contrat était possédé depuis un certain temps par un tiers : c'était une mesure prise dans l'intérêt de ce tiers, pour qu'il ne fût pas exposé à se voir frustrer de son gage par le fait même de celui qui le lui avait transmis. Mais ici on se plaçait à un point de vue différent : on recherchait

l'intention de l'assuré. S'il se donnait la mort peu de temps après la signature de la police, il était à supposer qu'il était hanté par l'idée du suicide au moment même où il s'était assuré. Au bout de deux ou trois ans, on considérerait que, si le suicide se produisait, au moins n'était-il pas prémédité au moment de la conclusion du contrat.

Cette idée, fondée sur une donnée psychologique si vraie, se répandit rapidement. Les Compagnies, poussées d'ailleurs par la concurrence et par le louable désir d'offrir au public des polices plus simples, plus claires et moins hérissées de déchéances, ont admis, pour la plupart, la clause d'incontestabilité (1).

Les Sociétés suisses l'ont adoptée franchement ; mais le temps d'épreuve qu'elles imposent est assez long. Il est de trois ans pour la Société suisse d'assurances générales et pour la Zurich. Le plus souvent la police ne devient incontestable qu'au bout de cinq ans (Genevoise, Bâloise, Caisse cantonale bernoise, Caisse de prévoyance suisse... etc.)

En Allemagne, le délai est également de cinq ans pour la Teutonia à Leipzig et l'Allgemeine Versor-gungsanstalt de Carlsruhe. Il est réduit à trois ans avec la Lebensversicherungsgesellschaft de Leipzig et la

1. V. GUYOT et RAFFALOVICH. *Dictionnaire du commerce, de l'industrie et de la banque*, v° « Assurances étrangères par Rochetin ».

Lebensversicherungs und Esparnissbank de Stuttgart. Celle-ci a introduit dans sa police une innovation assez intéressante pour le cas où le suicide se produit avant les trois ans révolus : elle ne paie la réserve qu'autant que cette mort violente n'a pas été dissimulée ; s'il y a eu dissimulation elle ne s'engage à verser que 75 0/0 de la réserve, déduction faite d'une somme représentant 1/100 de la somme assurée. Pourtant certaines Compagnies n'ont pas admis la clause d'incontestabilité : la Lebensversicherungs-bank de Gotha, la plus ancienne des Compagnies allemandes, exclut sévèrement le suicide, sauf toutefois s'il se produit en état d'aliénation mentale ou à la suite de graves maladies physiques ; la même exclusion se trouve dans les polices de la Concordia de Cologne, qui cependant peut parfois être appelée à payer le capital stipulé, quand le bénéficiaire n'est pas uni à l'assuré par les liens de la parenté.

La Germania de Stettin a établi un système particulier comprenant une véritable échelle de responsabilité : l'assureur est libéré de toute obligation si le suicide se produit dans la première année du contrat ; une fois cette année écoulée, il est toujours tenu, mais par partie seulement, il n'a que la réserve à rembourser ; ce n'est qu'au bout de cinq ans que la police devient incontestable. Le système, d'ailleurs, n'est pas spécial au suicide : il s'applique aussi dans tous les cas où l'assuré aggrave le risque en chan-

geant sa manière de vivre, par exemple par l'abus des liqueurs alcooliques ou de la morphine.

En Belgique, malgré la proximité de la France et l'affinité de mœurs existant entre les deux pays voisins, la Royale Belge admet que, quand l'assurance a cinq ans de vigueur, le suicide de l'assuré ne constitue plus une cause de nullité du contrat. Pour la Compagnie belge d'assurances générales, le délai est réduit à trois ans.

En Autriche, l'Assicurazioni Generali de Trieste répond du suicide pourvu que la police, au décès de l'assuré, ait été en vigueur sans interruption depuis un an au moins.

En Hollande, la Société générale Néerlandaise paie la somme assurée si le suicide se produit alors que le contrat a trois ans de date ; elle le paie également avant cette période, si la Direction juge qu'elle peut le faire en toute équité.

Les Compagnies anglaises ont été des premières à admettre la clause d'incontestabilité. Le délai varie : il est de cinq ans pour l'Union, de trois ans pour la Norwich Union, de deux ans pour la Star de Londres et de treize mois pour le Gresham. Avant l'avènement de ce terme, aucune obligation n'incombe à l'assureur, qui retient la totalité des primes versées. Il n'est fait exception que pour les tiers ayant acquis des droits à titre onéreux sur la police : ceux-ci

sont généralement garantis dès le lendemain même du contrat.

Le délai qu'il faut attendre pour que la police soit à l'abri de toute contestation est encore plus réduit avec les Compagnies américaines. Depuis 1886 la Mutual Life se contente de deux ans. La New-York et l'Equitable ont jugé un an suffisant.

Dans ces conditions, qu'arrivera-t-il si une Compagnie étrangère assurant le suicide vient, en se conformant à la loi de 1905, exercer son industrie en France ? Si l'assuré français se donne volontairement la mort après le délai d'épreuve, il y a gros à parier que la Compagnie, qui tient à honneur de remplir ses engagements, paiera le capital stipulé. Il peut se faire pourtant qu'elle s'y refuse. Les conventions font la loi des parties ; elles doivent être déclarées exécutoires par les tribunaux à moins qu'elles ne soient contraires aux lois, aux bonnes mœurs ou à l'ordre public. L'issue du procès, qui s'engagera entre l'assuré français et la Compagnie étrangère, dépendra donc du caractère licite ou illicite de la clause d'incontestabilité.

B). — Valeur de la clause d'incontestabilité.

La clause d'incontestabilité comporte beaucoup de degrés. Le délai d'épreuve, imposé pour que la police soit à l'abri de toute contestation, est plus ou

moins long (un, deux, trois ou cinq ans) ; mais il constitue toujours une importante restriction apportée à l'assurance du suicide. Cette incontestabilité qui n'existe qu'au bout d'un certain temps est dite relative. Elle serait absolue, si elle était stipulée purement et simplement à partir du jour du contrat.

Pour apprécier la valeur de la clause d'incontestabilité, il faut soigneusement distinguer entre ces deux cas.

L'incontestabilité absolue, c'est-à-dire l'assurance pure et simple du suicide, est franchement à rejeter.

Au point de vue de l'ordre public, elle présenterait vraisemblablement des dangers. Dire à quelqu'un qu'il a la faculté, après s'être un jour assuré sur la vie, de se donner le lendemain volontairement la mort, et de procurer ainsi à ses héritiers un bénéfice considérable, serait peut-être, sinon la cause déterminante du suicide, du moins une tentation bien forte destinée à entraîner la décision suprême des hésitants.

Surtout, qui ne voit que tous les désespérés décidés à en finir avec la vie s'empresseraient de contracter une assurance, et mettraient, quelques heures après, leur sinistre projet à exécution ! ce serait même une bonne opération à leur conseiller. Mais au point de vue juridique, une pareille convention

n'aurait aucune valeur, puisqu'elle tendrait à légitimer le dol (1).

D'ailleurs, les Compagnies sont les premières intéressées à ne pas voir se multiplier les sinistres et les calculs frauduleux : leur intérêt se confond ici avec celui de l'ordre public. Aussi n'admettent-elles pas ce genre d'incontestabilité.

Il en est tout autrement de l'incontestabilité relative : ainsi que nous l'avons vu, elle est souvent stipulée dans les polices, et on peut la défendre par de solides raisons tant au point de vue de la morale ou de l'ordre public qu'au point de vue du droit proprement dit.

a). — AU POINT DE VUE MORAL

Au point de vue moral, le suicide a été diversement apprécié. L'antiquité n'y attachait, semble-t-il, aucune défaveur. A Rome, il fut mis en honneur par la doctrine stoïcienne. Sénèque, à la fin de ses jours, déclare que penser à la mort c'est penser à la liberté. Lucrèce parle de la dernière libation à faire à la mort et à l'oubli. Et Lucain, que l'on a appelé le poète du suicide, regarde la mort volontaire comme un bien suprême, et un bien si grand qu'il devrait être réservé aux hommes vertueux.

1. Un arrêt de la Cour suprême du Massachusetts a déclaré nulle et de nul effet la clause d'une police d'assurances sur la vie portant que le contrat serait incontestable dès son émission. V. *Moniteur des Assurances*, 1906, p. 253.

La doctrine stoïcienne n'est pas restée sans écho dans les sociétés modernes. Montesquieu l'admire sans réserve et fait l'apologie du suicide dans sa soixante-quatorzième lettre persane : « Quand je suis accablé de malheurs, écrit-il, de misères et de mépris, pourquoi veut-on m'empêcher de mettre fin à mes peines, et me priver cruellement d'un remède qui est en mes mains ?... La vie m'a été donnée comme une faveur, je puis donc la rendre lorsqu'elle ne l'est plus ; la cause cesse, l'effet doit cesser. » D'autres, tout en réprochant le suicide, admettent cependant qu'il y a des circonstances où un homme d'honneur a le droit et le devoir de se tuer. La religion chrétienne, au contraire, punit le suicide à l'égal d'un crime.

Il semble bien qu'une saine morale doive franchement le condamner : l'homme qui se donne la mort méconnaît gravement ses devoirs sociaux ; il supprime une existence sur laquelle la société avait le droit de compter : au point de vue du résultat, le suicide est l'équivalent d'un meurtre.

Mais, même en admettant comme principe incontestable que le suicide est immoral, il ne s'ensuit pas que le fait de s'assurer contre le suicide le soit également (1).

1. V. DORLHAC DE BORNE. « De la déclaration des risques dans les assurances sur la vie », *Opinion*, 1891, p. 114.

V. QUENTIN, *loc. cit.*

Remarquons, en effet, que ce n'est pas l'assuré qui recevra le capital dont sa mort volontaire entraînera l'échéance, mais ses parents ou même des personnes qui lui sont étrangères, en tout cas des tiers qui n'auront en rien participé à l'acte de destruction violente. La jurisprudence française admet même que le bénéficiaire de l'assurance tient directement son droit de l'assureur, qu'il n'est pas l'ayant cause de l'assuré, qu'entre eux le seul lien juridique qui puisse exister consiste dans le paiement des primes.

Or, on comprend parfaitement qu'il soit immoral de recevoir une rétribution quelconque pour accomplir un acte prohibé par la loi morale ; mais on ne voit pas très bien en quoi la morale peut être intéressée à ce qu'une personne, qui blâme, réprouve le suicide de l'assuré, recueille le capital que cette mort volontaire rend exigible.

Sans doute le bénéficiaire sera enrichi ; mais les héritiers de la personne qui se suicide s'enrichissent également : va-t-on, sous prétexte que le *de cuius* a failli à ses devoirs, confisquer ses biens et priver les héritiers de sa succession ?

Les assurances peuvent être la cause de mauvaises actions ; le bénéficiaire a intérêt à la mort de l'assuré.

Mais, quelque soin que le législateur ait pris de proscrire le « *votum mortis* », il ne pouvait y réussir complètement ; beaucoup d'institutions engen-

drent ce souhait de mort. Si on devait toujours le bannir, aucune assurance sur la vie ne serait possible. Notre système successoral lui-même serait atteint : en désignant les personnes appelées à recueillir notre succession, il fait désirer notre mort, il peut même engendrer le crime qui la hâtera. Que l'on punisse le crime, quand il est démontré ; que les héritiers soient exclus quand ils ont attenté à la vie du *de cujus* ; que le bénéficiaire de l'assurance sur la vie soit privé du capital stipulé, s'il devient le meurtrier de la personne sur la tête de laquelle reposait l'assurance ; rien de plus juste : il y aurait un scandale manifeste à ce que le crime fût une source de profit. Pareillement, puisque le suicide est immoral, celui qui le commet ne peut en retirer un bénéfice. Mais une personne qui n'a en rien participé à cet acte condamnable peut parfaitement recevoir le capital qu'il fait échoir.

Ce qui serait contraire à la morale, ce serait plutôt de refuser tout effet à la clause d'incontestabilité, et de priver le bénéficiaire de l'assurance de la somme assurée. Nos idées modernes répugnent à faire retomber sur autrui les conséquences des fautes que nous pouvons commettre : c'est le principe de la personnalité des peines. Ce principe n'était pas appliqué dans l'ancien droit qui faisait figurer parmi les pénalités la confiscation des biens. L'Ordonnance criminelle de 1670 non seulement frappait le suicidé

de peines barbares (le cadavre était traîné attaché à une charrette de manière que la tête rasât le sol, puis était pendu par les pieds et jeté à la voirie), mais encore le dépouillait de tous ses biens : ceux-ci étaient dévolus au roi qui pouvait en accorder le bénéfice à qui bon lui semblait. On trouve dans les *Mémoires* de Dangeau ce curieux passage : « Aujourd'hui, le roi a donné à M^{me} la Dauphine un homme qui s'est tué lui-même : elle espère en tirer beaucoup d'argent (1). » Notre Code pénal n'a pas incriminé le suicide, et la confiscation a été effacée de nos lois : on a pensé que, pour être juste, la peine devait frapper le seul coupable. Priver de tout droit le bénéficiaire de l'assurance, parce que l'assuré s'est donné la mort, ne serait-ce pas revenir aux sévérités injustes et inutiles de l'ancien droit, rétablir en quelque sorte une confiscation qui ne frappe que les survivants, punir le suicide d'une espèce d'amende, et d'une amende prélevée sur des tiers auxquels on ne peut rien reprocher (2) ?

D'autre part, les parents de l'assuré — sa femme ou ses enfants — au profit desquels l'assurance sera

1. V. BOURGAREL, Discours de rentrée de la Cour d'appel d'Aix. *Gaz. des trib.*, 19 et 20 oct. 1891.

2. ALAUZET (*Traité des assurances*, t. II, p. 494) fait en outre remarquer que l'amende serait prononcée non pas au profit de l'État, mais au profit d'un particulier (la Compagnie d'assurances).

le plus souvent contractée, sont déjà cruellement éprouvés par une mort inattendue : ils peuvent se trouver dans la gêne, par suite de la disparition du chef de famille qui, par son travail, subvenait à leurs besoins. Un des buts éminemment moraux de l'assurance est de permettre au père de prévenir les conséquences désastreuses qu'aurait pour les siens sa mort prématurée. En Angleterre, on considère comme un mauvais père celui qui ne le fait pas. Mais, justement, n'est-ce pas faire échec à une combinaison si élevée que de lui refuser tout effet dans un des cas qui paraissent les plus dignes d'intérêt ?

La doctrine française ne semble pas convaincue par ces considérations. La plupart des auteurs répudiaient comme immorale la clause d'incontestabilité. Il est vrai que très souvent ils ne vont pas au fond des choses et se contentent de dire que la morale ne permet pas de s'assurer contre un acte immoral. « On ne voit pas pourquoi, ajoute M. Lefort (1), il ne serait pas possible de faire une assurance même contre l'assassinat. » L'argument paraît bizarre. Une assurance contre l'assassinat serait parfaitement valable : l'ordre moral et l'ordre social n'auraient aucunement à en souffrir. Ne voyons-nous pas fonctionner régulièrement l'assurance contre le vol ; et l'assurance

1. *Traité théorique et pratique du contrat d'assurances sur la vie*, tome II, p. 51.

MONTLUC. *Des assurances sur la vie*, p. 210,

sur la vie ne couvre-t-elle pas le risque d'assassinat, puisque les polices n'excluent que le cas où le meurtre de l'assuré aurait été commis par le bénéficiaire de l'assurance ?

b). — AU POINT DE VUE DE L'ORDRE PUBLIC

Si la clause d'incontestabilité relative ne porte pas atteinte aux principes de la morale, l'ordre public, du moins, n'aura-t-il pas à en souffrir ?

Le pouvoir social ne doit pas encourager le suicide : une nation où le suicide serait en honneur n'existerait bientôt plus. On a soutenu que l'assurance même restreinte du suicide qui résulte de la clause d'incontestabilité intéresserait l'homme à se détruire, créerait une prime au suicide, et que, par suite, elle aurait pour conséquence d'augmenter le nombre des morts volontaires (1). Mais il ne semble pas que ces sinistres prévisions soient conformes à ce que nous enseignent et la psychologie et la statistique.

La question se ramène, en effet, à un problème psychologique. Les motifs les plus divers poussent l'homme à s'ôter la vie : il s'agit de savoir si la clause

1. V. Dr Dux. Étude critique des conditions générales des polices. *Moniteur des assurances*, 1889, p. 278, et DUPUICH : *Traité pratique de l'assurance sur la vie*, p. 213.

d'incontestabilité, par les avantages qu'elle offre, peut déterminer l'homme au suicide, si elle peut constituer une cause nouvelle de morts volontaires, ou si du moins elle diminue notablement l'intérêt que l'on a à la conservation de la vie.

Tout d'abord, remarquons que ce n'est pas en stipulant qu'au cas de suicide le capital assuré ne sera jamais payé qu'on peut espérer diminuer le nombre des suicides. L'efficacité de ce moyen est plus que douteuse. L'homme fermement décidé à sortir de cette vie ne s'arrête pas à cette considération. S'il n'est pas retenu par l'instinct de la conservation, l'affection des siens, le souci de ne pas violer les lois supérieures de la morale et de la religion, ce n'est pas la perspective de l'inutilité des versements faits à une Compagnie d'assurances qui le fera revenir sur sa détermination. Sous l'ancien droit, le suicide entraînait la confiscation des biens ; il ne semble pas que la crainte de cette spoliation ait arrêté beaucoup de désespérés. Certes, les suicides sont aujourd'hui beaucoup plus nombreux qu'autrefois ; mais cet accroissement a des causes nombreuses et complexes, des causes sociales surtout, et qui n'ont rien à voir avec la disparition de l'ancienne répression du suicide.

Si donc, la déchéance de la police est édictée pour obvier au suicide, elle n'atteint pas son but. L'assuré n'y pensera même pas, ou plutôt, s'il y pense, il

cherchera naturellement les moyens de la tourner. Et ces moyens sont aussi simples qu'infailibles : il n'y a qu'à dissimuler la cause de la mort, à déguiser le suicide de manière à faire croire à un accident ou même à un crime. On se tue en maniant un revolver, en déchargeant un fusil ; au cours d'une innocente promenade en canot, on fait chavirer l'embarcation et l'on se jette volontairement à l'eau ; grâce à la défectuosité voulue d'un appareil de chauffage, l'asphyxie peut vous surprendre pendant votre sommeil. Les circonstances habilement préparées de cette tragique comédie semblent exclure toute intention criminelle. Si la Compagnie soupçonne le suicide, elle devra en faire la preuve, preuve difficile dans laquelle elle succombera le plus souvent. La mort volontaire et la mort accidentelle ne se distinguent que difficilement : que sera-ce si la victime a pris la précaution suprême de dérouter les recherches ?

Il y a là une impossibilité de preuve dont les Compagnies n'ont qu'à prendre leur parti. Un économiste, M. d'Avenel (1), qui examinait la question à un point de vue tout philosophique et en dehors de toute préoccupation juridique, leur donnait le conseil, il y a une dizaine d'années, de renoncer à la déchéance

1. *Le mécanisme de la vie moderne*. 2^e série : *Les assurances sur la vie*.

édictée contre le suicide. « Les assurances n'empêcheront pas un homme décidé à quitter la vie et désireux du moins d'enrichir sa famille par sa mort, de souscrire au printemps une assurance sur sa tête, puis, l'été venu, de partir pour un innocent voyage en Suisse, où, le pied lui ayant manqué par malheur dans l'ascension de glaciers périlleux, il demeurera enseveli sous la neige. Ce désespéré obtiendrait le même résultat sans déplacement par l'absorption d'un plat de champignons vénéneux imprudemment choisis par lui dans la forêt voisine. Il l'obtiendrait en se penchant un peu trop par la portière d'un wagon sous les tunnels d'un chemin de fer de ceinture parisien. Comme il est vingt manières de prendre congé volontairement de l'existence sans suicide apparent, les Compagnies ne sont en réalité garanties de ces supercheries tragiques que par le désir commun à tous les êtres de prolonger leurs jours. »

L'amour de la vie, l'instinct de la conservation retiennent en effet beaucoup plus fortement l'homme que ne pourraient le faire des considérations d'ordre précaire (1). La crainte de la mort est profondément ancrée dans son cœur. Bien peu voient sans pâlir arriver le moment fatal. Dans nos infortunes, dans nos maux, nous n'appelons la mort que

1. V. PATINOT. *Revue pratique de droit français*, 1868, p. 557.

pour la fuir, ainsi que l'a remarquablement exprimé La Fontaine dans une de ses fables immortelles. « Tant, dit de son côté Montaigne, les hommes sont acoquinez à leur estre misérable, qu'il n'est si rude condition qu'ils n'acceptent pour s'y conserver. »

Dès lors peut-on concevoir que la clause d'incontestabilité relative puisse présenter des dangers pour l'ordre social ? Il faudrait supposer que l'homme, qui contracte aujourd'hui une assurance sur la vie, avec la pensée de mettre fin à ses jours quand la police sera devenue incontestable, ait assez de courage pour conserver pendant ce délai parfois long ses projets néfastes, et les mettre à exécution au terme fixé. Or il semble bien que cela ne se présente pas dans la pratique. On ne considère pas longtemps à l'avance la possibilité de son suicide. Il n'est peut-être pas un être humain qui l'ait regardé comme une fin prévue et normale de la vie. On est brusquement jeté dans le suicide, on n'y est pas amené petit à petit. Le suicide à terme ne paraît pas à craindre pour l'humanité.

A supposer que l'assuré ait au moment du contrat l'intention de mettre fin à sa vie après le délai de contestabilité, il y a gros à parier qu'il ne persistera pas dans de pareils projets. La vie relie forcément à la vie; le temps console bien des maux; il est difficile de concevoir qu'on puisse vivre deux, trois ou cinq ans avec ce cauchemar.

Pourtant on a soutenu (1) que le fait n'était pas rare, et qu'on avait vu des assurés se suicider le jour même où le contrat devenait incontestable. Mais ne peut-il pas y avoir eu simple coïncidence? D'ailleurs les cas rapportés sont loin d'être probants. Legrand du Saulle (2) cite celui d'un négociant de Paris qui avait contracté le 30 septembre 1859 une assurance sur la vie qui devait devenir incontestable au bout d'un an ; or le 30 janvier 1861, il se pendait et on trouvait à côté de lui une lettre où il disait qu'il souffrait depuis trop longtemps. D'après ces seules indications il semble hasarde de conclure qu'il ne s'était assuré que pour se suicider plus tard. Le tribunal de la Seine, auquel l'espèce fut soumise, n'a pas hésité à déclarer nettement qu'il n'y avait pas eu de préméditation (3).

D'ailleurs l'exemple prouverait tout au plus que le temps d'épreuve était, dans ce cas, trop court. L'important sera donc de fixer un temps assez long. Le délai varie suivant les différentes Compagnies (un, deux, trois ou cinq ans). C'est à la pratique à déterminer le laps de temps suffisant. Il semble toutefois qu'il y ait une tendance pour adopter le terme de trois ans.

Mais il ne suffit pas de mettre obstacle aux calculs

1. Dr DUX, *loc. cit.*, et LEFORT, *loc. cit.*, t. II, p. 53.

2. *Études médico-légales sur les assurances sur la vie.*

3. Trib. Seine, 7 mars 1862. BONNEVILLE DE MARSANGY, III, 89.

intéressés de ceux qui souscrivent une assurance pour se suicider ensuite. Le suicide n'est couvert par l'assurance qu'après un délai déterminé. Or cette restriction n'existe plus pour la majeure partie des assurés, pour tous ceux dont le contrat aura plus de deux, trois ou cinq ans de date. N'est-il pas à craindre qu'ils ne soient poussés à se donner la mort par la tentation de procurer à leur famille un bénéfice immédiat et considérable ?

Il ne faut rien exagérer : il se produit des suicides aussi bien dans la clientèle des Compagnies qui ne stipulent pas l'incontestabilité de la police que parmi celle des Compagnies qui l'admettent. La clause d'incontestabilité ne peut être l'unique cause du suicide. Il est même à penser qu'elle pèse de bien peu de poids parmi les considérations qui portent l'homme à quitter la vie. Eh quoi ! on se tuerait simplement pour hâter l'échéance du capital que doit recevoir le bénéficiaire de l'assurance. La vie est beaucoup plus complexe ; ainsi que nous le montrerons plus loin, c'est pour des motifs tout différents et à la suite d'événements autrement tragiques qu'on ait acculé au suicide.

Bornons-nous à remarquer que si la clause d'incontestabilité était si manifestement contraire à l'ordre public qu'on veut bien le dire, la pratique nous en aurait depuis longtemps révélé les influences désastreuses.

La statistique, qui aujourd'hui pénètre partout, nous aurait renseignés sur le degré d'élévation du taux des suicides qui se serait ainsi produit. Pourtant il ne semble pas que l'on soit arrivé à des résultats concluants.

On a voulu voir (1) un commencement de preuve dans ce fait bien connu que le suicide sévit avec une intensité particulière en Angleterre et en Amérique ; c'est dans ces pays que l'assurance s'est développée avec le plus de liberté, qu'on a admis le plus tôt et le plus universellement l'incontestabilité des polices. On en a conclu que les usages des Compagnies n'étaient pas étrangers à cette particularité.

Mais il paraît plus juste d'y voir l'influence d'une cause plus générale et de plus haute portée. Les suicides augmentent là où l'esprit d'autorité disparaît pour faire face au libre examen. Ils sont plus nombreux dans la religion protestante qui admet la discussion des doctrines que dans la religion catholique qui professe l'infailibilité du dogme. En Suisse, les cantons protestants comptent trois fois plus de suicides que les cantons catholiques (2). Dès lors, l'influence religieuse ne suffit-elle pas à expliquer l'anomalie signalée ?

En Allemagne, depuis 1886, la clause d'incontesta-

1. Dr Dux, *loc. cit.*

2. V. DURKHEIM. *Le Suicide*, p. 149 et s.

bilité tend à se généraliser, mais on ne voit pas qu'elle ait produit une augmentation dans le nombre des suicides. La banque de Gotha a établi la statistique suivante, dans sa publication « sur la situation et les progrès des Compagnies allemandes d'assurances sur la vie » :

Sur 100 décès les suicides ont été :

En 1886 pour 25 Compagnies de	2,12
— 1887 — 24 —	2,32
— 1888 — 23 —	2,02
— 1889 — 23 —	2,35
— 1890 — 26 —	2,35
— 1891 — 26 —	2,96
— 1892 — 29 —	2,40
— 1893 — 28 —	2,73
— 1894 — 26 —	2,42
— 1895 — 30 —	2,36

Si l'on additionne ces résultats par cinq années, on constate que la deuxième moitié de la décade donne un tant pour cent plus élevé que la première. Mais l'écart, qui n'est d'ailleurs pas considérable, peut fort bien s'expliquer par l'augmentation du chiffre d'affaires des Compagnies, et par la progression sans cesse croissante du nombre des suicides, qui est un phénomène général dans toute l'Europe (1).

1. V. QUENTIN, *loc. cit.*

En France, au contraire, la clause d'incontestabilité ne figure pas dans les polices de nos Compagnies nationales ; on ne la trouve que dans celles des Compagnies étrangères ; on peut donc dire qu'elle ne constitue qu'une exception. Et cependant, alors que le chiffre de la population ne s'est pas sensiblement élevé, le nombre des suicides n'a cessé de croître : de 2.120 en 1830, il a atteint 6.496 en 1879 et 9.952 en 1899 !

La statistique la plus probante serait celle qui fournirait le taux comparé des suicides dans les Compagnies qui admettent la clause d'incontestabilité et dans celles qui la répudient. Malheureusement elle est encore à faire.

Très instructive serait aussi la statistique qui, pour une même Compagnie, donnerait le taux des suicides avant et après l'introduction dans les polices de la clause d'incontestabilité. Des renseignements nous sont fournis à cet égard par un « rapport sur la mortalité résultant de suicides » dressé par le directeur médical de la Mutual Life (1). Depuis 1886, la Mutual Life assure le suicide sous la seule condition qu'il ne se soit pas produit pendant les deux premières années du contrat. Or, pendant les trente premières années d'existence de la Compagnie, de 1844 à 1873, les morts volontaires ont été au nom-

1. *Moniteur des assurances*, 1896, p. 556 et s.

bre de 62 sur 5.385 décès, soit 1,1 0/0 ; de 1884 à 1893, au contraire, il y a eu 17.375 décès dont 367, soit 2,1 0/0, dus au suicide.

Il y a donc eu une augmentation considérable du tant pour cent des suicides, mais on ne peut la rattacher à la modification introduite dans les polices. Bien d'autres causes suffisent à l'expliquer : l'accroissement des affaires traitées par la grande Compagnie américaine, et surtout l'élévation importante du taux social des suicides.

Par contre, il est difficile de croire, ainsi que le soutient le Directeur médical de la Mutual Life (1), que la clause d'inconstestabilité amène, du moins pendant le délai d'épreuve, une diminution du nombre des morts volontaires. L'homme qui se tue cherche avant tout à quitter la vie ; il se soustrait à l'existence parce qu'il la juge intolérable ; l'utilité ou l'inutilité des versements faits à une Compagnie d'assurances ne peuvent que lui paraître des considérations de bien peu d'importance.

c). — AU POINT DE VUE DU DROIT

Il ne semble donc pas que l'ordre moral et l'ordre social aient à souffrir de l'introduction dans les polices de la clause d'incontestabilité relative. M. Her-

1. Même rapport.

bault (1), bien que partisan du système des Compagnies françaises, reconnaît lui-même que dans cet ordre d'idées on ne peut faire valoir que des considérations plus ou moins contestables, et il se borne à l'examen juridique de la question. Aussi bien est-ce là le point capital et difficile du débat. C'est au nom des principes du droit — droit commun ou droit spécial des assurances — qu'ont été formulées les objections les plus sérieuses contre le système de l'incontestabilité relative.

Au regard du droit civil, on a prétendu (2) que la clause d'incontestabilité comportait une condition potestative qui rendait l'obligation nulle aux termes de l'article 1174. L'assuré, a-t-on dit, ne peut par son propre fait modifier le risque et faire dépendre de sa seule volonté ce qui devait résulter du hasard. « L'élément aléatoire, ou plutôt indéterminé, ne doit être à la disposition d'aucune des parties contractantes. » Se suicider, c'est transformer une condition casuelle en une condition purement potestative.

Cette argumentation soulève beaucoup d'objections. Elle suppose tout d'abord résolue la question de savoir si dans l'assurance sur la vie l'obligation est conditionnelle ou bien à terme. Or, du moins pour l'assurance en cas de décès, il est évident que le ris-

1. *Traité des assurances sur la vie*, p. 158.

2. LEFORT, *op. cit.*, t. II, p. 53.

que, c'est-à-dire la mort, est certain ; il ne peut y avoir de doute que sur l'époque de son arrivée. Il manquerait donc à cette prétendue obligation conditionnelle l'élément d'incertitude qui est à la base de toute condition.

De plus, le droit civil connaît deux sortes de conditions potestatives : la condition purement potestative qui dépend du simple effet de la volonté de la personne qui s'oblige, aucun obstacle interne ou externe ne s'opposant à sa réalisation ; la loi la déclare nulle ; d'autre part, la condition simplement potestative qui, tout en résultant de la volonté du débiteur, entraîne une gêne, une contrainte quelconque ; celle-ci fort bien valable et suffisante pour créer le lien de droit qui constitue l'obligation. Or le suicide n'est pas l'œuvre de la fantaisie, du caprice. L'homme tient à la vie par toutes les fibres de son être et il lui faut livrer un rude combat pour s'en détacher. La vie, dit-on, est le meilleur des biens : ne peut-on pas en conclure que l'acte par lequel on en fait abandon est la moins potestative des conditions (1) ?

En outre, c'est seulement la condition potestative de la part de celui qui s'oblige que la loi déclare nulle. Or, en l'espèce, l'assuré ne s'engage à rien ; celui qui s'oblige sous condition, c'est l'assureur : c'est l'obligation de l'assureur qui est subordonnée

1. V. QUENTIN, *loc. cit.*

à la réalisation du suicide de l'assuré. Il est permis de s'engager sous une condition potestative de la part d'une autre personne. On ne se trouve donc pas dans l'hypothèse prévue par l'article 1174 du Code civil.

La véritable difficulté est de savoir quelle est la nature du risque dans l'assurance sur la vie : s'il doit dépendre seulement du hasard, ou s'il peut résulter de la volonté de l'assuré.

A ce point de vue, une première objection pourrait se présenter à l'esprit. Le suicide est un fait volontaire ; les manifestations de la volonté défient tout calcul. S'il est vrai qu'une bonne assurance doive reposer sur une statistique bien faite, comment celui qui promet une indemnité à raison de ce fait volontaire pourra-t-il asseoir ses calculs sur une base solide ?

L'objection n'a sans doute pas grande importance, car elle a été rarement faite (1). La vérité est qu'elle serait sans fondement. Tout obéit à des lois dans la nature, même la volonté humaine. Il est difficile à un assureur de prévoir les risques qu'il assure, lorsqu'il garantit chacun de ses clients en particulier ; mais s'il opère sur un grand nombre, les chances d'erreur diminuent progressivement. Plus les observations s'étendent, plus la part de l'accidentel se res-

1. V. cependant CHARLES MAZÉ. *Étude juridique du risque dans les assurances sur la vie*, p. 187.

serre. La loi des grands nombres, même appliquée aux faits volontaires, est incontestable dans son principe.

D'ailleurs, en fait, la statistique ne nous indique-t-elle pas le chiffre annuel des suicides, et n'enregistre-t-elle pas ses moindres variations suivant le climat, le milieu, la saison, le moment même de la journée? Il y a là des données que l'assureur peut mettre à profit pour établir un calcul de probabilités : et c'est ce qu'ont fait les Compagnies qui admettent la clause d'incontestabilité.

Mais si cette assurance du suicide ne se heurte pas à une impossibilité matérielle, la législation spéciale aux assurances ne va-t-elle pas s'opposer à son admission? Deux articles du Code de commerce semblent l'exclure, les articles 348 et 351.

Aux termes de l'article 348 « toute réticence, toute fausse déclaration de la part de l'assuré... qui diminueraient l'opinion du risque... annulent l'assurance ». L'individu qui souscrit une police incontestable avec l'intention de mettre fin à ses jours une fois le délai d'épreuve passé dissimule la nature véritable du risque : n'est-ce pas une réticence qui doit entraîner la nullité du contrat?

D'autre part, selon l'article 351, « toutes pertes et dommages provenant du fait de l'assuré ne sont point à la charge de l'assureur. » L'assurance ne pourrait prendre à tâche de protéger l'homme contre lui-

même. Toutes les fois que le risque se réaliserait par le fait ou la faute de l'assuré, l'assureur serait dégagé de ses obligations.

Mais cette conséquence est difficile à admettre. Rappelons-nous que les articles 348 et 351 ne traitent pas de l'assurance en général mais seulement de l'assurance maritime, la seule pratiquée à l'époque de la promulgation du Code de commerce. Le législateur n'a pu songer à réglementer les applications de l'assurance qui n'ont pris naissance que par la suite : assurances contre les accidents, assurances sur la vie (1). Il ne faut donc pas leur appliquer des textes qui visent une institution analogue mais différente toutefois, et cela d'autant moins que ces textes sont prohibitifs et qu'il est de règle que les dispositions prohibitives ne s'étendent pas.

D'ailleurs, que le législateur se soit montré sévère en matière d'assurances maritimes : on le comprend aisément. Après tout, la faute d'un armateur a des conséquences autrement graves que celle d'un débiteur ou d'un propriétaire ordinaire. Elle livre à l'océan des existences et des cargaisons sans rémission avec des chances très réduites de sauvetage. La portée du sinistre de terre est, toutes différences gardées, beaucoup moindre (2).

1. V. BOUTAUD. *Des clauses de non-responsabilité*, p. 104 et s.

2. V. THALLER. Préface de BOUTAUD, *op. cit.*

Les articles 348 et 351 doivent donc être écartés du débat. Mais les questions qu'ils avaient pour but de trancher n'en sont pas, pour cela, solutionnées : elles restent entières.

Somme toute, les objections adressées à la clause d'incontestabilité relative se résument en ceci : qu'elle couvre et consacre, pour ainsi dire, la mauvaise foi : mauvaise foi au début du contrat car l'assuré, en signant la police, projette déjà de se suicider, et n'attend que l'expiration du délai de contestabilité pour le faire et procurer ainsi aux siens un capital frauduleusement acquis ; mauvaise foi au cours du contrat puisque, la police devenue incontestable, il pourra, au détriment de la Compagnie, procurer au bénéficiaire de l'assurance un gain considérable et immédiatement réalisable ; il n'a qu'à vouloir et l'assureur devra verser une somme bien supérieure au montant des primes qu'il aura perçues. Or si vraiment la clause d'incontestabilité entraînait d'aussi criantes conséquences, elle devrait être rejetée puisqu'elle aboutirait à légitimer le dol et la fraude.

Pourtant ce n'était point le but des praticiens qui l'ont imaginée. Loin de favoriser la mauvaise foi, ils ont été jusqu'à la supposer. Ils sont partis de cette idée que l'individu qui contracte une assurance pense à se suicider ; ils ont décidé que le suicide, quelles que soient les conditions dans lesquelles il intervienne, serait présumé prémédité s'il se produisait

dans tel délai après la signature de la police, qu'il libérerait par suite l'assureur de ses obligations. Et cette présomption est d'autant plus grave qu'elle n'est susceptible d'aucune preuve contraire.

Serait-ce donc que le moyen employé n'atteindrait pas le but poursuivi ? Il semble bien, comme nous l'avons déjà dit, que le suicide n'est pas l'œuvre d'une résolution arrêtée longtemps à l'avance, mais bien plutôt d'une détermination spontanée. Que si l'on trouvait par hasard des hommes au caractère assez trempé pour vivre pendant des années avec la décision fatale prise le jour où ils ont souscrit l'assurance, qu'on augmente le délai d'épreuve. Deux ans ont paru insuffisants à certaines Compagnies (1) : eh bien ! mettons trois ans ou cinq ans : trois ans ou cinq ans n'auront-ils pas raison des intentions criminelles les mieux arrêtées ? Constatons, si l'on veut, qu'on a admis parfois un délai d'épreuve trop court, mais n'incriminons pas la clause d'incontestabilité.

D'ailleurs les réticences frauduleuses ne se rencontrent pas seulement chez ceux qui souscrivent des polices incontestables. Les Compagnies, qui ne paient pas le sinistre en cas de suicide, ont aussi à les redouter. Et, malgré toutes leurs précautions, elles en sont peut-être moins garanties que les autres. Sans parler de la facilité qu'a le souscripteur, quelle que

1. V. Rapport du Directeur médical de la Mutual Life, *loc. cit.*

soit la Compagnie avec laquelle il traite, de cacher son suicide sous les apparences d'un accident, l'assuré peut, grâce à quelques excentricités habilement calculées, faire croire à la folie. On verra en effet que, d'après la jurisprudence française, le suicide n'est exclu de l'assurance qu'autant qu'il est conscient. A supposer même qu'il n'y ait aucune simulation, comme c'est à la Compagnie à prouver la conscience du suicide, elle succombera le plus souvent dans une preuve aussi difficile.

Pour toutes ces raisons, la clause d'incontestabilité ne livre pas, comme on l'a prétendu, l'assureur à la mauvaise foi de tous ceux qui veulent se suicider. Elle l'en garantit plutôt : c'est un moyen efficace pour assurer la bonne foi qui doit présider à la conclusion des contrats. Il reste à savoir si, une fois le délai d'épreuve écoulé, la situation ne sera pas changée, s'il ne sera pas permis à la fraude de se donner libre cours.

Il est un principe certain, c'est que l'assurance est un contrat essentiellement aléatoire. Il ne suffit pas que l'aléa existe au regard d'une seule partie : chaque contractant doit avoir un risque à courir, des chances bonnes à espérer, des chances mauvaises à redouter. Il faut donc que l'événement auquel est subordonné pour chaque contractant le bénéfice à réaliser dépende du hasard ; mais, hâtons-nous de le dire, il n'est pas nécessaire qu'il dépende du seul

hasard. Pourtant on l'a souvent prétendu. L'assurance ne garantirait que des risques purement fortuits. « Qui donc, s'écrie M. Lefort (1), a le droit de fixer le terme de l'engagement, l'échéance du contrat ? Le hasard, le *hasard seul* a le droit de tirer à vue sur les Compagnies d'assurances. En d'autres termes, les Compagnies souscrivent au profit de l'assuré une lettre de change dont l'échéance est en blanc, et le *hasard seul* a le droit de remplir ce blanc. »

Mais chez cet auteur l'expression a, sans doute, dépassé la pensée. Il est certain que je puis m'assurer contre les conséquences dommageables d'un fait qui m'est purement imputable. Les assurances contre les accidents sont fondées sur ce principe. De même les Compagnies d'assurances contre l'incendie paient journellement des risques qui proviennent de la faute ou de la négligence de l'assuré. La règle ne doit pas subir d'exception, en matière d'assurances sur la vie, sans quoi on aboutirait à de véritables absurdités.

L'assurance sur la vie porte sur la vie terrestre, c'est-à-dire l'existence du corps. Or qui ne voit que la durée de cette existence dépend de nos actes quotidiens, de notre conduite journalière ? Dira-t-on que

1. O. c., t. II, p. 52 et REBOUL (note). *Revue pratique du droit français*, 1866, p. 179.

l'assuré ne doit absolument rien faire pour abréger sa vie ? Mais alors les contrats d'assurance sur la vie ne sortiraient jamais effet : on a pu dire que nous étions nous-même la cause et les auteurs de nos maladies ; les assureurs trouveraient aisément dans la conduite de chacun de nous quelques faits de nature à entraîner notre mort et à faire considérer notre décès comme un acte volontaire.

Il ne suffirait même pas à l'assuré de s'abstenir d'actes nuisibles à sa santé, il devrait encore tout faire pour la fortifier, l'améliorer. C'est ce qu'admet M. Senès (1) : « Améliorer sa santé, ajoute-t-il, c'est exercer son corps pour lui donner la force et la vigueur ; c'est le développer par la gymnastique, par la marche ; c'est l'aguerrir contre les maux ; c'est agir utilement avec les conseils des médecins et des hommes spéciaux en vue de donner au corps l'énergie et l'aptitude nécessaires pour résister au poids des années et à la secousse des maladies. » Mais quelle contrainte ? Nous voilà condamnés à ne travailler que par petites doses, à interrompre nos occupations pour faire un tour de promenade ou quelques exercices de gymnastique ; qui sait ? peut-être faudra-t-il chaque année aller passer une saison à Vichy et chaque soir rentrer nous coucher à 8 heu-

1. Obligations morales de l'assuré. *Moniteur des assurances*, 15 septembre 1870.

res ! De pareilles conséquences condamnent forcément un système.

En fait l'assurance sur la vie ne garantit pas seulement des risques purement fortuits, comme le serait, par exemple, la mort par la foudre. Elle couvre aussi les décès résultant d'une maladie, d'un accident, d'une imprudence. Les Compagnies ne refusent pas non plus de payer le capital stipulé quand la mort est survenue en portant secours à son semblable. Pourtant, à y bien réfléchir, cette mort glorieuse n'en constitue pas moins un décès volontaire. Le héros sait parfaitement qu'il s'expose à la mort, et cette perspective ne l'arrête pas. Son dévouement n'est si beau que parce qu'il suppose le sacrifice volontaire de sa vie. Qu'on ne dise pas que, dans ce cas, le décès a un but noble et louable : les Compagnies n'ont pas à se préoccuper du mobile plus ou moins relevé de nos actions : ce ne sont pas des sociétés de moralisation, mais des sociétés de capitalisation établies d'après des principes scientifiques.

On a beau le contester : l'élément volontaire se trouve dans presque tous les risques couverts par l'assurance sur la vie ; il s'unit en des proportions variables et souvent considérables à l'élément accidentel, aléatoire. Or le suicide est aussi le résultat de la combinaison de ces deux éléments. L'homme qui se tue est la victime d'une idée prédominante. Un malheur le frappe un jour ; peu à peu chaque

jour développe les conséquences funestes de la catastrophe ; chaque jour, entre par un côté nouveau dans l'esprit de l'homme ce malheur qui maintenant pèse sur sa vie ; chaque jour est un prétexte à ressouvenir. Les impressions internes pâlisent devant l'impression interne, puis elles s'effacent peu à peu, puis elles s'évanouissent soit à tout jamais, soit par intervalles ; et l'homme se donne la mort. Telle est l'histoire psychologique du suicide.

Il est à penser que beaucoup de suicides doivent être mis sur le compte de la folie (1) : le processus psychique est alors complet ; l'idée de mort accapare toutes les forces cérébrales et anéantit la volonté. Tous les auteurs reconnaissent qu'on peut s'assurer contre cette éventualité.

Dans les autres cas de suicide, le processus psychique est incomplet : la volonté n'est pas complètement abolie, elle a une part dans l'acte fatal, mais elle n'en est pas moins tyrannisée et, pour ainsi dire, forcée à capituler par des circonstances malheureuses : le souci de se soustraire à des poursuites judiciaires et de laisser aux siens un nom sans tache, l'entraînement fatal de l'amour, les cruelles morsures de la jalousie, les douleurs continues d'une maladie

1. V. GARRISSON. *Le suicide dans les temps anciens et modernes* et DECHAMBRE. *Dictionnaire des sciences médicales*, v° *Suicide*.

incurable, la noire misère, les revers inattendus de la fortune, etc. Et même toutes ces circonstances qui accompagnent le suicide ne suffisent pas à l'expliquer : il faut remonter plus haut et y voir la manifestation soit de prédispositions héréditaires, soit surtout de tendances sociales. La sociologie montre en effet que les différents facteurs sociaux exercent sur le nombre des suicides une influence directe, si bien qu'on a pu dire (!) qu'il existait pour chaque peuple, suivant son état moral et économique, « une force collective d'une énergie déterminée qui poussait les hommes à se tuer ».

Eh bien ! il y a là un élément aléatoire suffisant : tous ces malheurs, toutes ces éventualités, ces circonstances individuelles ou sociales, qui oppriment la volonté et la déterminent au suicide, constituent autant de risques, autant d'aléas qu'une Compagnie peut prévoir et garantir, sans que l'assurance cesse d'être un contrat aléatoire. Tant que le suicide présente ce caractère, en partie, accidentel, non voulu, il est un risque parfaitement assurable.

Il reste seulement à savoir s'il en sera toujours ainsi. Grâce à la clause d'incontestabilité, le capital sera payé même en cas de suicide : n'est-il pas à craindre que l'assuré ne se tue exprès pour hâter l'échéance de ce capital ?

¹ 1. DURKHEIM, *o. c.*, p. 333.

Remarquons que s'il recherche la mort non pour la mort elle-même, mais dans le but de rendre exigible l'indemnité convenue, la Compagnie voit sa situation singulièrement aggravée (1). En réalité, elle est livrée au bon plaisir de l'assuré; elle pourra éprouver les plus graves préjudices puisqu'elle devra verser une somme importante qu'elle n'aurait eu peut-être à décaisser que dix ou vingt ans plus tard. N'hésitons pas à dire que le bénéficiaire recevrait un capital illicitement acquis : l'intention de nuire qui caractérise la fraude n'est-elle pas évidente ? Or, quelle que soit la liberté accordée aux contractants, ils ne peuvent jamais convenir qu'ils ne seront pas tenus de leur dol, c'est-à-dire des actes qu'ils auront commis de mauvaise foi et tout exprès pour causer un dommage (2). Le bénéficiaire ne pourra donc se prévaloir de la clause d'incontestabilité pour soutenir que, nonobstant l'intention de mort de l'assuré, il a droit à l'indemnité convenue. La clause d'incontestabilité sera tenue en échec : les principes du droit l'exigent.

Mais hâtons-nous d'ajouter qu'en pratique ce cas ne se présentera que très rarement, pour ne pas dire jamais, et qu'il est par suite négligeable. Ce n'est pas l'assuré qui, en cas de suicide, reçoit l'indemnité

1. V. QUENTIN, *l. c.*

2. LAROMBIÈRE, *Des contrats*, sous art. 1137 C. c.

stipulée, mais ses parents ou même des personnes qui lui sont complètement étrangères. Or l'homme est essentiellement égoïste ; il est peu probable qu'il sacrifie sa vie par dévouement à ses parents ou à des personnes étrangères, uniquement pour leur procurer les ressources qui leur manquent. Jules César cite l'exemple de Gaulois qui, pour une somme d'argent ou pour quelques boissons, se tuaient ou promettaient de ne pas reculer devant le flot de la mer. Ce beau dédain de la mort ne se rencontre plus dans les temps modernes. Quoi ! la considération des avantages qu'un tiers retirera de notre mort pourrait vaincre les puissantes attaches qui nous relient à la vie ! ne serait-ce pas supposer un héroïsme digne des temps antiques que de voir le plus admirable des sacrifices dans un acte que suffisent à expliquer tant d'autres motifs ?

La misère, les revers de fortune peuvent acculer l'homme au suicide : croit-on que même alors il aura pour but principal de hâter l'échéance d'une assurance qu'il aura contractée quand la fortune lui était favorable, et de procurer ainsi aux siens le morceau de pain qu'il était incapable de leur donner pendant qu'il vivait (1) ? Sa résolution désespérée s'explique bien plus simplement : il est las de la vie, ne se sent plus la force de lutter, abandonné de son entourage

1. V. D^r Dux, *l. c.*

il n'a plus confiance dans l'avenir, d'autre part il souffre de ne pouvoir satisfaire ses habitudes de bien-être : la seule solution lui paraît être le suicide.

On a dit (1) qu'il n'était pas plus permis à l'assuré sur la vie de se donner la mort, qu'au propriétaire de mettre volontairement le feu à la maison qu'il a assurée : mais combien différentes sont les situations ! Sans parler du caractère criminel de l'incendie volontaire, celui qui, sain d'esprit, met le feu à sa maison, après l'avoir assurée, se propose vraisemblablement de réaliser aux dépens de la Compagnie un bénéfice illicite et dont il profitera lui-même. C'est la seule raison qui explique son acte : on vend la maison qui ne convient plus, on démolit celle qu'on veut reconstruire ; mais il ne vient jamais à l'esprit d'y mettre le feu. Qu'on ne s'étonne pas dès lors qu'aucune Compagnie d'assurances n'ait songé à garantir l'incendie volontaire ! D'une situation si spéciale et si différente, on ne peut tirer aucun argument pour combattre la clause d'incontestabilité.

Il semble donc bien que la clause d'incontestabilité relative ne porte aucunement atteinte aux principes du droit. Dès lors, il est permis aux Compagnies de l'insérer dans leurs polices. Des auteurs les engagent

1. V. LEFORT, *o. c.*, t. III, p. 66 et BLONDEL, *Des assurances sur la vie dans leurs rapports avec le droit civil et spécialement des bénéficiaires du contrat*, p. 148.

vivement à le faire, en montrant les avantages qui en résulteront (1).

Le suicide entraîne des recherches pénibles pour la famille du défunt ; les débats mettent à jour les péripéties du drame intime qui s'est joué et ravivent la douleur des survivants. On ne peut que louer les Compagnies de s'interdire de pareilles enquêtes et de pareils procès.

D'autant plus que l'enquête la mieux conduite n'aboutit souvent à aucun résultat. D'après la jurisprudence française, le suicide ne libère la Compagnie qu'autant qu'il est conscient. Il s'agit là de faits difficiles à prouver ; la plupart des procès qui ont été soulevés après suicide se sont terminés par la condamnation des assureurs, ceux-ci n'ayant pas réussi à faire la preuve qui leur incombait.

D'ailleurs, très souvent le souscripteur contracte en vue d'une indemnité qui sera recueillie après sa mort par sa femme ou ses enfants, et, dans l'impossibilité où il se trouvera fatalement de surveiller lui-même l'exécution du contrat, il doit tenir à créer au bénéficiaire une créance certaine et indiscutable. La clause d'incontestabilité répond à ce légitime désir, puisqu'elle implique que l'assureur paiera dès que le décès de l'assuré sera survenu, sans discuter sur les causes qui ont pu le produire.

1. V. SAINCTELETTE. *Recueil périodique des assurances*, 1895. *Bulletin*, p. 181.

Sans doute, les Compagnies ont le souci de faire honneur à leurs engagements et savent que les procès qu'elles soutiennent leur constituent la plus triste notoriété même quand elles les gagnent. C'est une sécurité, mais elle n'est que relative puisqu'elle dépend du caractère plus ou moins processif des personnes qui sont à la tête de l'administration de la Compagnie au moment où le décès de l'assuré se produit. La sécurité résultant d'une clause de la police sera au contraire absolue.

Ce n'est pas seulement l'intérêt du bénéficiaire de l'assurance qui milite en faveur de la clause d'incontestabilité, mais aussi celui des tiers. L'assuré peut céder sa police et s'en servir comme d'un instrument de crédit. Or, les tiers ne seront pas tentés, ou ne traiteront qu'à bon compte si l'assurance peut péricliter par le fait de l'assuré. Ils auront, au contraire, pleine confiance si l'indemnité reste due même en cas de suicide.

C). — Jurisprudence française.

Si la clause d'incontestabilité ne porte atteinte ni à la morale, ni à l'ordre public, ni aux lois positives, les contrats, conclus entre des assurés français et des Compagnies étrangères payant le sinistre même en cas de suicide, doivent être déclarés valables. La jurisprudence n'a pas eu souvent l'occasion de se

prononcer sur ce point : preuve évidente que la clause d'incontestabilité a, conformément à son but, réussi à éteindre les contestations.

On ne trouve qu'une seule décision où la question s'est nettement posée, et où d'ailleurs elle a été non moins nettement tranchée dans le sens de la validité.

Un négociant parisien s'était fait assurer pour une somme de 40.000 francs, payables à son décès, à une Compagnie anglaise « The defender », dont les statuts autorisaient le paiement de l'indemnité même en cas de suicide, à moins qu'il ne se produisît dans les douze premiers mois de la police. Seize mois après, le souscripteur du contrat se pendait. Sur la réclamation du capital assuré que lui adressa la veuve, la Compagnie répondit en soutenant que si la clause, sur laquelle se fondait cette demande, était admise en Angleterre, il n'en était pas de même en France où elle heurtait les règles de la morale et où elle devait être considérée comme nulle.

Une double question se posait aux juges du tribunal de la Seine, devant lesquels le débat fut porté : Il s'agissait d'abord de savoir si, en contractant la police, l'assuré s'était d'ores et déjà proposé de se donner la mort. Les deux adversaires s'étaient en effet mis d'accord sur ce point que si le suicide pouvait se rattacher à une pensée criminelle existant déjà au moment où le contrat était conclu, on se trouvait en présence d'une fraude qui rendait les

survivants sans droit à invoquer la convention.

Sur cette question de fait le tribunal (1) apporta des conclusions très nettes. La santé du défunt, son bonheur conjugal, sa situation de fortune, tout tendait à démontrer qu'il ne s'était pas assuré avec l'intention de hâter par une mort volontaire l'échéance du contrat. Rien dans sa conduite ultérieure pendant près d'une année et demie ne pouvait faire prévoir sa résolution suprême. « Dès lors que servait-il de rechercher dans le mystère des faiblesses et des misères humaines, quelle pouvait être la cause qui l'avait porté à cet acte que condamnaient la morale et la religion, et que la démence seule pouvait faire excuser ? » La police avait été souscrite sans aucune pensée frauduleuse ; elle devait être rigoureusement exécutée par la Compagnie « qui avait fait elle-même le contrat et qui serait aujourd'hui mal venue à le critiquer, après en avoir profité par la perception des primes ».

C'est alors que se posait la question de droit : celle de la validité de la clause d'incontestabilité. Le tribunal l'approuva sans réserve et la releva en ces termes du reproche d'immoralité qu'on lui avait adressé : « Une clause semblable qui ne veut pas que la police d'assurance puisse valoir lorsqu'il est possible de supposer

1. V. Trib. Seine, 7 mars 1862. *Journal des assurances*, 1862, p. 431.

qu'elle a été souscrite en vue d'un suicide prémédité sous l'empire d'une cause existante ou d'une cause prochaine et privée, et qui la maintient en dehors du cas donné, donne à la morale en même temps qu'aux intérêts de la Compagnie les satisfactions suffisantes, et ne saurait être considérée comme contraire à ses lois... » La Compagnie The Defender a pensé, et avec raison, « qu'au delà du temps si largement fixé par elle... aucune présomption de préméditation n'était possible, et que le suicide ne pouvait plus être considéré que comme le fait instantané de la démence ou d'une raison momentanément égarée par les étreintes d'un chagrin, d'une douleur ou d'un désespoir violents ; qu'en effet la Société ne saurait sérieusement avoir à craindre à un autre point de vue qu'un contrat d'assurance, de la nature de celui dont il s'agit, puisse porter l'homme qui tient si fortement à la vie, même au milieu de ses plus grandes misères, à la trancher violemment pour ouvrir plus tôt sa succession à ses héritiers et les enrichir de suite du montant de l'assurance en se dégageant du montant des primes... »

Le jugement du 7 mars 1862, bien que déjà ancien, a, au point de vue de la jurisprudence, une importance considérable, la doctrine qu'il consacre n'ayant été jusqu'ici infirmée par aucune décision judiciaire.

D'ailleurs la question de la validité de la clause d'incontestabilité ne s'est jamais posée depuis devant

les tribunaux que d'une manière accessoire. C'est ce qui arriva, par exemple, au cours du retentissant procès intenté en 1894 à la Mutual Life par la Compagnie d'assurances générales sur la vie, pour cause de concurrence déloyale.

La Compagnie française accusait la Compagnie américaine, entre autres multiples griefs, d'avoir vanté, dans ses prospectus et dans l'*annuaire Bottin*, les avantages de la clause d'incontestabilité relative qu'elle a insérée dans ses polices, et d'avoir reproché à sa concurrente d'invoquer toujours la déchéance du contrat en cas de suicide. Elle incriminait surtout un prospectus ainsi conçu : « L'importance de cette clause d'incontestabilité n'échappera pas... aux hommes d'affaires en général, qui, avec juste raison, reprochent aux contrats d'assurances des Compagnies par actions de ne pas offrir une garantie absolue, attendu que très souvent ces Compagnies refusent de payer après décès des souscripteurs, en invoquant la déchéance pour cause de duel, suicide ou accidents imputables au suicide, et pour lesquels la preuve est difficile... ou même pour cause de réticences ou de déclarations inexactes. »

La Compagnie d'assurances générales prétendait que c'était faire acte de concurrence déloyale que de vanter au détriment d'autres Compagnies les avantages d'une clause immorale et n'ayant aucune valeur en justice.

Le tribunal de la Seine (1) n'a pas partagé cet avis : « En ce qui concerne le grief tiré de la publication et de la distribution en France des prospectus et brochures dont il a été parlé : attendu... que la Mutual Life a pu, sans excéder son droit... faire ressortir... les avantages qui résultent, pour les assurés... de la clause d'incontestabilité qu'elle insère dans ses contrats... »

Condamnée néanmoins sur d'autres points, la Mutual Life interjeta appel ; de son côté, la Compagnie d'assurances générales forma un appel incident. La Cour de Paris, dans son arrêt du 23 juin 1896 (2), infirma en partie le jugement qui lui était soumis, et augmenta le chiffre des dommages et intérêts, mais elle ne contesta pas la validité de la clause d'incontestabilité ; au contraire elle reconnut qu'aucune condamnation n'aurait été prononcée pour concurrence déloyale, si la Mutual Life s'était « bornée, dans ses prospectus et dans ses diverses publications, à vanter les avantages que cette clause offrirait au public ».

La même Cour rendit, le 5 décembre 1902 (3), un arrêt encore plus explicite. Un sieur Rittscher avait assuré sur sa tête à la Compagnie le Gresham la somme de 100.000 francs. L'article 9 de la police

1. V. *Journal des assurances*, 1896, p. 106.

2. V. la *Loi* 26 juin 1896.

3. V. BONNEVILLE DE MARSANGY, II, 868 et *Recueil périodique des assurances*, 1903, p. 389.

portait : « A l'expiration des treize premiers mois de l'assurance, la police couvre le cas de décès de l'assuré en duel, par suicide commis en état conscient ou inconscient, par l'effet d'une condamnation judiciaire ou enfin par suite des conséquences d'un duel ou d'une tentative de suicide. Les droits conférés par la police contre la Compagnie ne sont invalidés que si l'une des causes de décès spécifiées au paragraphe qui précède se produit durant les treize premiers mois de l'assurance, et, dans ce cas, les primes versées demeurent acquises à la Compagnie. »

Or, Rittscher s'étant suicidé durant la première année de l'assurance, sa veuve soutint que la clause insérée dans l'article 9 de la police était immorale et qu'elle devait être déclarée nulle. Elle concluait qu'il y avait lieu, suivant la doctrine admise par la jurisprudence française, de rechercher si le suicide avait été conscient ou bien inconscient. Cette théorie ne fut pas admise par le tribunal de la Seine qui jugea, le 18 juillet 1901, que la convention intervenue entre les parties était claire et précise et devait être exécutée. Sur appel, la Cour de Paris confirma la décision des premiers juges : « Considérant que les dispositions de l'article 9 de la police... ne présentent aucune ambiguïté permettant dans le doute de les interpréter contre la Compagnie et en faveur de l'assuré ; que pour couper court aux difficultés d'interprétation antérieurement soulevées par l'emploi

dans ses polices du seul mot suicide... la Compagnie le Gresham a rejeté expressément toute distinction entre le suicide en état conscient ou inconscient ; que la Compagnie a stipulé clairement dans les termes de l'article susvisé que dans l'un et dans l'autre cas le suicide serait exclu du risque [couvert par la police, s'il se produisait dans les treize premiers mois du contrat d'assurance sur la vie ; qu'au contraire et dans les deux cas également ce risque serait couvert s'il se produisait à l'expiration de ce délai... »

Une espèce analogue fut soumise successivement au Tribunal de la Seine, à la Cour de Paris, et à la Cour de cassation (1). Un sieur Drouilly avait signé à la Réserve Mutuelle des États-Unis une proposition d'assurance sur la vie ; cette proposition, portant la date du 23 avril 1895, fut envoyée, suivant l'usage, à la direction de New-York, et la police ne fut signée que le 10 mai 1895. Cette police contenait la clause suivante : « Si le décès du sociétaire est la conséquence d'une violation des lois, ou si le sociétaire s'est donné la mort volontairement ou involontairement, qu'il fût ou non en état de démence, un tel risque n'est pas accepté par le contrat, à moins que ledit contrat n'ait été en vigueur pendant trois ans. » Drouilly s'étant suicidé avant l'expiration des

1. V. *Moniteur des assurances*, 1904, p. 270.

trois années depuis la signature du contrat, sa veuve n'en revendiqua pas moins le capital assuré, prétendant que le délai avait couru non du jour de la signature de la police, mais du jour de la signature de la proposition.

Condamnée en première instance et en appel, M^{me} Drouilly avait formé un pourvoi. La Cour de cassation, par arrêt du 27 octobre 1903, rejeta son pourvoi. Le litige portait simplement sur une question d'interprétation du contrat, puisqu'il s'agissait de savoir si l'assurance datait de la signature de la police ou bien de celle de la proposition. Mais avouons que si vraiment les différentes juridictions, auxquelles ce débat fut soumis, avaient estimé que la clause d'incontestabilité fût une clause immorale, contraire à l'ordre public et dont la nullité devrait être prononcée d'office, il y avait pour elles une belle occasion de le déclarer.

E). — Législations étrangères.

A l'étranger, la clause d'incontestabilité a été diversement appréciée.

Certaines législations l'autorisent ; elles posent en principe la non-garantie du suicide, mais elles permettent d'y déroger par une convention contraire. C'est ce que font le Code de commerce hongrois (art. 504) et la loi du 16 mai 1891 sur les assuran-

ces dans le grand duché de Luxembourg (art. 41).

La loi belge du 11 juin 1874 consacre la doctrine opposée (art. 41) : encore faut-il remarquer qu'elle ne le dit pas expressément ; mais il résulte de la discussion qui eut lieu devant les Chambres que l'exclusion du suicide a été regardée comme d'ordre public.

D'autres législations, à l'exemple de la nôtre, ne parlent pas du suicide. C'est ainsi que le Code civil autrichien se contente de dire, dans son article 1288, qu'il y a « contrat d'assurance quand une personne prend à sa charge le dommage qui peut être subi par une autre sans sa faute ». L'expression de « faute » (*verschuld*) est trop vague pour qu'on puisse y voir l'intention d'exclure le suicide.

Enfin certaines législations dispensent l'assureur de payer le capital, en cas de suicide : Codes de commerce portugais (art. 458), espagnol (art. 180), italien (art. 450), argentin (art. 698), chilien (art. 698), hollandais (art. 307)... Mais dans ces textes rien ne permet de reconnaître s'il s'agit d'une disposition d'ordre public à laquelle les parties ne pourraient déroger.

Il ne semble donc pas exact de déclarer, avec le rapporteur du projet de loi (1) sur le contrat d'assurances, que l'assurance du suicide est prohibée dans tous les pays. Au contraire, il existe en Angleterre,

1. Exposé des motifs, article 53, *l. c.*

aux États-Unis, en Allemagne, en Suisse, un courant qui lui est très favorable. En Italie on peut considérer cette doctrine comme dominante (1).

D'éminents auteurs ont défendu la clause d'incontestabilité et ont puissamment aidé à son développement : M. Rehfsous (*Des principes à édicter à la base d'une loi fédérale suisse sur les assurances sur la vie*, p. 23) ; M. Koenig (*Manuel de droit commercial allemand et Einfluss der Selbstenttlerbung auf den versicherungsvertrag*) ; M. Cesare Vivante (*Il contratto di assicurazione*, t. III, p. 205 s. et *I suicidio nelle assicurazioni sullã vitã*) ; M. Yseux (*Le suicide et l'assurance*).

1. V. BONOLIS GUIDO. *Les assurances sur la vie en droit international privé*, traduit par LEFORT ET VALERY, p. 53.

II. — CONDITIONS DU SUICIDE

Les Compagnies françaises excluent le suicide de la garantie de l'assurance ; elles n'ont pas cru devoir adopter le système, pourtant le plus simple, d'un grand nombre de Compagnies étrangères qui, du moins après un certain délai, ne font pas de place à part au suicide, et paient dans tous les cas l'indemnité stipulée sans distinguer si la mort est naturelle ou volontaire. Par suite, il est né une véritable question du suicide : les problèmes se sont pressés, nombreux et difficiles, devant la jurisprudence, qui, à défaut de loi spéciale sur le contrat d'assurances, a dû les trancher par référence aux principes du droit commun.

La première difficulté consistait à définir le suicide, à déterminer ses caractères, et à le distinguer d'actes très voisins avec lesquels on pourrait le confondre à première vue. A cette analyse objective de l'idée de suicide, les tribunaux ont ajouté une étude subjective, et se sont demandé si celui qui met volon-

tairement fin à ses jours doit être toujours considéré comme responsable de son acte fatal, si la déchéance du contrat d'assurances est nécessairement encourue, quel que soit l'état mental du suicidé.

A). — Nature du suicide.

Le suicide, dans un sens très large, l'homicide de soi-même comme on disait au XVIII^e siècle (*sui, cædes*) est l'acte par lequel l'homme s'enlève la vie. Toute mort qui résulte d'un acte accompli par la victime elle-même constitue un suicide.

Mais ce n'est là qu'un sens vague et qui ne paraît pas correspondre à la notion communément admise du suicide. On ne considère pas comme suicidé celui qui meurt dans un accident ou par suite d'une imprudence, bien qu'il soit lui-même l'auteur de sa mort. Il faut non seulement se tuer, mais encore avoir voulu se tuer, avoir recherché la mort. L'acte qui met fin à la vie doit à la fois être accompli par la victime elle-même, et être choisi dans ce but. La véritable définition du suicide pourrait donc être celle-ci : tout cas de mort qui résulte directement ou indirectement d'un acte positif ou négatif accompli par la victime elle-même, et qu'elle savait produire ce résultat.

Les Compagnies d'assurances, qui excluent le suicide, l'ont sûrement entendu en ce sens. Ce qu'elles craignaient c'était le fait volontaire de l'assuré. Elles

avaient compté que le décès dépendrait du cours ordinaire des événements et avaient calculé la prime en conséquence. L'assuré, en provoquant lui-même volontairement la réalisation du sinistre, aurait aggravé la situation de l'assureur, et la prime payée ne se serait plus trouvée en fonction des risques courus.

L'exclusion, dont les Compagnies frappent le suicide, ne doit donc pas s'étendre à des actes certes voisins du suicide, mais qui ne comportent pas comme lui l'intention de mort.

Ainsi elle n'atteindra pas le décès par imprudence. La pratique de la vie entraîne nécessairement des négligences qui sont souvent le point de départ de perturbations dans l'économie du corps humain, ou même qui entraînent une issue fatale : l'imprudence peut tuer. Par exemple, boire un verre d'eau glacée, quand le corps est en moiteur, à la suite d'une course précipitée, peut avoir les suites les plus graves. Que l'assuré se mette au bain immédiatement après son repas, il s'expose presque infailliblement à une congestion mortelle. Mais dans ce cas, la mort n'est ni recherchée, ni désirée. L'irréflexion et la témérité ne suffisent pas pour constituer un suicide (1).

1. Le tribunal civil de la Seine a justement repoussé l'exception d'une Compagnie d'assurances sur la vie qui refusait l'indemnité aux héritiers d'un médecin assuré, en invoquant

Toutefois il faut prendre garde : il arrive parfois que la prétendue imprudence cache en réalité un moyen de suicide. L'assuré qui s'est mis au bain immédiatement après son repas peut l'avoir fait dans l'intention de se donner la mort. Peut-être a-t-il choisi ce moyen détourné pour échapper au déshonneur qui s'attache le plus souvent au suicide, ou même pour éviter la déchéance de l'assurance. Il y a alors un véritable suicide, et si l'assureur réussit à en faire la preuve, il sera certainement délié de ses obligations.

Certaines habitudes vicieuses ont les conséquences les plus funestes sur la santé : le libertinage, l'alcoolisme, l'abus des aphrodisiques, par exemple de la cantharide, l'abus de l'opium, de la morphine etc. L'alcoolisme surtout peut être considéré en France comme l'une des principales causes de mort. En 1905, l'Académie de médecine réclamait l'établis-

l'imprudence de celui-ci. Il n'avait pas, disait-elle, pris les précautions antiseptiques, qui auraient empêché la maladie dont il était mort si elles avaient été observées (17 mai 1893, *Le Droit*, 5 juillet 1893).

En Amérique, on a considéré comme un suicide la mort provenant d'une opération chirurgicale à laquelle l'assurée s'était volontairement soumise pour provoquer un avortement (affaire Hatch relatée dans l'arrêt de la Cour suprême des États-Unis du 17 janvier 1898. *Simonin* 1.190) Mais il vaut peut-être mieux y voir un décès survenu au cours d'une entreprise criminelle.

sement d'une statistique sérieuse de la mortalité causée par l'alcoolisme. Une enquête fut faite à ce sujet dans les hôpitaux, hospices et asiles d'aliénés de Paris, et M. le Dr Fernet en a fait connaître les résultats dans une communication en date du 19 novembre 1907. Selon lui, l'alcoolisme intervient comme cause efficace dans le tiers de la mortalité générale ; il est la cause principale ou même unique de la mort dans le dixième des décès (exactement 10,20 0/0) ; il est la cause accessoire ou mieux adjuvante dans plus de deux autres dixièmes (23,61 0/0) ; il intervient dans plus de la moitié de la mortalité des aliénés. Sur 1.500 décès observés par la Société de médecine des hôpitaux, 33,81 0/0, soit plus du tiers, ont été causés par l'alcoolisme.

A l'étranger, certaines Compagnies d'assurances se sont émues de ce fléau, et ont pris en considération le cas où l'assuré a par des excès abrégé sa vie. La Compagnie Germania de Stettin traite de la même manière l'assuré qui se suicide et l'assuré qui aggrave le risque, en changeant sa manière de vivre, par exemple en s'adonnant à l'ivrognerie, à la morphine. Elle applique la même échelle de responsabilité aux deux cas.

En Angleterre, deux tarifs ont été dressés : l'un pour les personnes qui consomment de l'alcool ; l'autre pour celles qui s'en abstiennent. Les Compagnies américaines, si larges pour l'assurance du

suicide, déclarent volontiers, dans leurs polices, que le contrat pourra être annulé si l'assuré porte préjudice à sa santé par des excès. Et cette clause a été sévèrement appréciée par la Cour suprême de New-York qui a reconnu à l'assureur le droit de résilier la police, dans le cas d'un assuré dont la mort avait été causée par un excès de boissons alcooliques non ordonnées par le médecin (1).

En France, nos polices sont muettes ; l'alcoolisme et les autres excès de même nature ne constituent pas des causes d'annulation du contrat ; il faudrait pour cela une clause spéciale, car les déchéances sont de droit étroit. On ne saurait les considérer comme des suicides, des morts volontaires qui, au lieu d'être violentes, constitueraient une lente destruction de soi-même. Il leur manque un élément essentiel du suicide : la volonté, l'intention de la mort. On boit par plaisir, par habitude, mais non pour se tuer. Le fait ne serait discutable que si l'assuré avait converti les boissons alcooliques en instrument actif, intentionnel et très rapide de suicide (2).

Le décès accidentel, pas plus que la mort par imprudence, ne doit être confondu avec le suicide. Un homme glisse en montant un escalier, en se prome-

1. V. *Assurance moderne*, n° du 25 février 1888.

2. V. *Revue critique*, 1886, p. 449 et LEGRAND DU SAULLE, *Traité de médecine légale et de jurisprudence médicale*, p. 967.

nant paisiblement sur la voie publique, et, dans sa chute malencontreuse, se fend le crâne ; un autre est écrasé par un train, un tramway, une voiture. Par suite d'une fatale erreur, on meurt après avoir absorbé une substance qu'on ignorait être du poison, ou bien en se servant d'une arme qu'on croyait déchargée. Ce sont là des événements fortuits, imprévus, dus le plus souvent à des circonstances de force majeure. Ils excluent toute préméditation sinistre, tout projet de mort volontaire.

Il serait même contradictoire de leur refuser la garantie de l'assurance, car c'est en grande partie ces risques provenant du hasard et dont personne ne peut se dire à l'abri que l'assuré a prévus, et contre lesquels, il a voulu se prémunir en traitant avec une Compagnie d'assurances.

Mais il peut se faire qu'il existe en réalité un acte voulu, prémédité, que ces prétendues morts malheureuses, accidentelles cachent de véritables suicides. On a vu qu'il y avait là pour un assuré bien informé un moyen facile, et d'une réussite presque infaillible, pour éluder la déchéance édictée en cas de suicide. Si, malgré les difficultés, pour ne pas dire l'impossibilité de la preuve, la Compagnie démontre la préméditation, parvient à établir la fraude, la clause d'exclusion de la police s'appliquera.

Il faut, pour qu'il y ait suicide, que la victime au moment où elle commet l'acte qui doit mettre fin à

ses jours, sache avec certitude ce qui doit en résulter. Mais cette certitude peut être plus ou moins forte : qu'on la nuance de quelques doutes et on aura un fait nouveau qui n'est plus le suicide proprement dit, mais qui en est proche parent. L'homme qui s'expose pour porter secours à son semblable ne court pas nécessairement à une issue fatale, mais il peut être victime de son dévouement. Cette manière d'agir ne se distingue pas radicalement du suicide. Elle procède d'un état d'esprit analogue, puisqu'elle entraîne également des risques mortels qui ne sont pas ignorés de l'agent et que la perspective de ces risques ne l'arrête pas. Toute la différence c'est que les chances de mort sont moindres. C'est un suicide si l'on veut, mais un suicide embryonnaire, incomplet.

Mais, en fait, il est certain qu'il ne tombe pas sous le coup de l'exclusion édictée dans les polices pour les cas de mort volontaire. On ne considère pas comme suicidé, au sens ordinaire du mot, celui qui sacrifie sa vie pour sauver celle d'autrui. Les Compagnies ont dû s'en référer à la signification courante du mot suicide, sans entrer dans des distinctions qui relèvent surtout des sociologues.

On peut tout au plus se demander s'il ne faut pas, dans certains cas, assimiler au suicide, le décès survenu en portant secours à son semblable. Des auteurs (1) estiment qu'il y a là une question de fait

1. LEFORT, *op. cit.*, t. II, p. 56.

et d'appréciation : il faudrait distinguer si l'assuré était dans l'obligation morale d'affronter le péril, ou si, au contraire, il s'y est exposé inutilement et imprudemment. Ainsi une personne exerçant la médecine à Paris, et, apprenant que le choléra a éclaté dans une ville éloignée, se rend sur les lieux contaminés pour soigner les malades, et meurt : la Compagnie pourrait se dire déchargée de ses obligations, tandis qu'elle continuerait à être tenue si ce médecin succombait en combattant un mal contagieux dans la ville qu'il habite.

Mais il semble bien difficile de tracer des limites dans une matière aussi délicate (1). Pour un médecin combattre l'épidémie qui éclate dans la ville même où il exerce, est seulement un impérieux devoir, auquel il ne peut se soustraire sans déshonneur. Mais quitter sa clientèle habituelle, se rendre dans une localité ravagée par le choléra pour aider des confrères surchargés, essayer d'enrayer le mal, et sauver le plus d'existences possibles : voilà ce que ne commandent plus les obligations professionnelles, voilà où naît le dévouement, le devoir moral, non plus obligatoire, mais simplement facultatif. Et si l'on admet que le dévouement qui va jusqu'au sacrifice de soi-même ne doit pas être assimilé au suicide exclu de l'assurance, c'est ici ou jamais le cas d'appliquer ce principe.

1. HERBAULT, *op. cit.*, n° 181 *bis*.

Il ne faudrait faire exception que si l'on rapportait la preuve manifeste que celui qui se dévoue ainsi a en réalité la ferme intention de se tuer, que la recherche de la mort est son principal but. Mais il ne semble pas qu'en pratique cette héroïque dissimulation soit fréquente : il existe beaucoup d'autres procédés plus simples de sortir de cette vie, sans encourir la déchéance de l'assurance.

Le suicide, pour être exclu de l'assurance, doit être complet, avoir entraîné véritablement la mort. Le décès peut suivre dans un délai plus ou moins long. Si, en réalité, l'assuré succombe non pas aux suites de sa malheureuse tentative, mais aux atteintes d'une maladie antérieure et indépendante, par exemple d'une maladie de cœur, la déchéance n'est pas encourue.

La tentative de suicide, en effet, n'est pas suffisante pour dégager l'assureur de ses obligations. Il ne faut pas se dissimuler, toutefois, qu'il en résulte le plus souvent une aggravation du risque. L'assuré, qui a essayé une première fois, mais sans effet, de se tuer, pourra une autre fois y réussir : il y a des chances pour qu'il renouvelle sa tentative ; et il serait peut-être sage de s'en tenir à une première expérience.

Les Compagnies qui excluent le suicide feraient sans doute bien d'insérer dans leurs polices une clause à cet égard, et l'on ne saurait leur contester

ce droit. Mais, en l'absence de toute disposition spéciale, une simple tentative ne doit pas être assimilée à un suicide consommé. Il n'y a pas eu réalisation du sinistre, et l'intention de mort ne constitue une cause de déchéance qu'autant qu'elle aboutit à ses fins (1).

Tout au plus pourrait-on reconnaître à l'assurance le droit de résilier le contrat, s'il est reconnu, d'après les déclarations des médecins, que cette tentative constitue une cause d'abréviation de l'existence. Ce droit de résiliation devrait être invoqué par la Compagnie, dès qu'elle aurait connaissance de la tentative, sans qu'elle fût, d'ailleurs, obligée de se livrer à une investigation spéciale pour en être informée : plus tard, il serait prescrit par le paiement des primes. En tout cas, il serait difficile de faire droit à une réclamation de ce genre, si elle ne se produisait qu'après la mort de l'assuré : comment, en effet, apprécier alors l'aggravation du risque qu'a pu causer antérieurement la tentative de suicide ?

B). — Distinction du suicide conscient et inconscient.

Le suicide est l'acte par lequel on se donne la mort. Si l'on s'en réfère à cette signification ordinaire

1. V. LEFORT, o. c., p. 56 et Trib. Seine, 10 mai 1884, *Rec. pér. des ass.*, 1884, 348 et 1^{er} avril 1899, *J. des ass.*, 1889, 225.

du mot suicide, il n'y a pas à distinguer suivant l'état mental de la victime.

Pourtant une jurisprudence, aujourd'hui bien établie, distingue très nettement le suicide conscient ou volontaire du suicide inconscient ou involontaire. Le premier serait seul exclu de la garantie de l'assurance. La mort volontaire ne constituerait une déchéance qu'autant que la victime se trouvait au moment de son acte fatal, en possession de ses facultés mentales.

Il y eut, au début, quelques divergences dans la jurisprudence. Des arrêts (1) ont décidé que la clause d'exclusion du suicide était précise et formelle, qu'elle ne se prêtait pas à des distinctions, et qu'elle devait englober tous les cas de suicide sans qu'on eût à se préoccuper de l'état mental de l'assuré. Ces dissidences ont disparu, et une jurisprudence aujourd'hui uniforme n'exclut que le suicide conscient (2).

1. V. notamment Trib. civ. Seine, 13 août 1874.

2. V. notamment Trib. civ. Seine, 23 juillet 1853. — BONNEVILLE DE MARSANGY, III, 39. — Paris, 30 nov. 1875, S. 77.1.25, Cass., 3 août 1876, D. P. 79.5.30 ; Trib. civ. Seine, 23 nov. 1882, *J. des ass.*, 1883, 59 ; 2 février 1887, *Rec. pér. des ass.*, 1887, 297 ; Trib. civ. Seine, 7 juin 1888, *J. des ass.*, 1888, 482 ; Paris, 16 nov. 1889, D. P. 92.2.46 ; Lyon, 17 février 1891, S. 91.1.116 ; Trib. civ. Seine, 18 mars 1891, *J. des ass.*, 1891, 207 ; Paris, 16 juillet 1892, S. 92.2.199 et 21 oct. 1892, D. P. 93.2.16 ; Trib. civ. Seine, 12 nov. 1902, *Rec. pér. des ass.*, 1903, p. 62 ; Trib. civ. Seine, 30 juillet 1907.

Les Compagnies, pour la plupart, ont fini par se rallier à cette opinion : une clause spéciale des polices déclare que la déchéance ne s'applique pas en cas de suicide inconscient. Les Compagnies du Comité Vie ont adopté la rédaction suivante : « Article 6... La déchéance prononcée par le premier paragraphe du présent article n'est pas applicable en cas de suicide inconscient. »

On ne saurait trop engager les assureurs à s'expliquer sur ce point : la jurisprudence considère comme ambiguë la clause qui mentionne purement et simplement le suicide : les Compagnies feront bien de spécifier le risque qu'elles entendent exclure : beaucoup de procès seront ainsi évités.

Car, ne l'oublions pas, il ne s'agit ici que d'une question d'interprétation : on peut exclure le suicide aussi bien inconscient que conscient ; les tribunaux déclareront cette clause valable, et, en fait, ils l'ont déclaré plus d'une fois (1). Ils ne se reconnaissent le droit d'interpréter que lorsqu'il n'est apporté aucune précision.

Cette distinction du suicide conscient et du suicide inconscient a été consacrée par la loi belge de 1874. Mais les jurisprudences étrangères sont

1. V. Trib. civ. Seine, 9 janvier 1900. — SIMONIN, *Jurisprudence générale des assurances terrestres*, 3.522. — Paris, 5 déc. 1902. SIMONIN, 2.868.

loin de l'avoir adoptée d'une manière uniforme (1).

En France, elle a soulevé peu de contestations dans la doctrine : la majorité des auteurs l'ont admise, et l'ont considérée comme une juste application des principes du droit commun (2).

Quelques objections pourtant ont été faites.

On a soutenu, tout d'abord, que cette distinction n'était pas scientifique, qu'elle allait contre l'opinion de savants aliénistes qui enseignent que le suicide est toujours le résultat de la folie. « Le suicide offre tous les caractères des aliénations mentales. L'homme n'attende à ses jours que lorsqu'il est dans le délire, et les suicidés sont des aliénés (3). »

Cette thèse a été défendue de deux manières : pour les uns, surtout pour Bourdin, le suicide constitue une entité morbide *sui generis*, une folie spéciale ; d'autres, à la suite d'Esquirol, soutiennent que ce n'est pas une folie d'une espèce distincte, mais un

1. V. Cour suprême de Brême, 30 mars 1876 (*J. de dr. intern. privé*, 1876, 476) ; Cour de Dresde, 16 fév. 1875 (*ibid.*, 79.497) ; Cour suprême, 20 mars 1879 (*ibid.*, 79.496) et 30 mars 1875 (*ibid.*, 76.496) qui rejettent toute distinction entre le suicide conscient et inconscient.

2. V. notamment MONTLUC, *O. c.*, p. 207 ; RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de droit commercial*, v^o *Assurances sur la vie*, n^o 45 ; HERBAULT, *O. c.*, p. 153 ; LEFORT, *O. c.*, t. II, p. 54 ; AMBROSELLI, *Du contrat d'assurances sur la vie*, p. 75 s. ; MAZE *O. c.*, p. 188 ; DUPUICH, *Traité pratique de l'assurance sur la vie*, n^o 95.

3. ESQUIROL, *Maladies mentales*, t. I, p. 639 et 665.

épisode d'une ou de plusieurs sortes de folie, qui ne se retrouve pas chez les sujets sains d'esprit.

Dans la première manière de voir, il y aurait une folie partielle et limitée à un seul acte, le suicide, une folie-suicide. Ces délires restreints, c'est ce qu'on appelle ordinairement des monomanies.

Si l'on admet des monomanies, on est facilement induit à y faire rentrer le suicide. La monomanie n'implique pas de troubles essentiels dans le fonctionnement cérébral ; seulement, c'est une passion exagérée, ou une idée fausse d'une telle intensité qu'elle absorbe l'esprit, et lui enlève toute liberté. Or, il semble bien que l'on ne se suicide que sous l'influence de quelque passion anormale.

La question revient donc à se demander s'il existe des monomanies. On l'a longtemps admis. On avait divisé l'âme en un certain nombre de facultés distinctes et indépendantes. Dès lors, il n'était pas illogique de soutenir qu'une de ces facultés étant atteinte, les autres restaient intactes.

Mais la science moderne a abandonné cette théorie. Jamais l'expérience clinique n'a pu atteindre une tendance malade de l'esprit dans un état de véritable isolement ; nos facultés sont solidaires et le trouble de l'une se répercute nécessairement dans la vitalité des autres. Il serait contraire à l'expérience et aux lois qui règlent l'activité psychique d'admettre des folies restreintes, des monomanies.

Mais si le suicide n'est pas une folie distincte, il reste possible qu'il n'ait lieu qu'en l'état de folie : ce serait un indice d'aliénation mentale.

Le problème est difficile à résoudre. Les aliénistes qui l'ont étudié ont pu être facilement induits en erreur. Ils ont pris forcément leurs sujets dans les hôpitaux ou dans les asiles d'aliénés, c'est-à-dire parmi des individus déjà atteints de folie, ou tout au moins d'une maladie qui pouvait troubler leur fonctionnement intellectuel. C'est une raison pour ne pas admettre sans critique leurs conclusions.

Bornons-nous à remarquer que les différentes formes que prend le suicide dans l'aliénation mentale présentent des caractères communs. Dans le suicide maniaque, mélancolique, obsessif ou impulsif, il y a toujours une idée, une conception, le plus souvent sans fondement dans la réalité, qui absorbe l'activité cérébrale du patient. Le fou obéit à des hallucinations, à des conceptions délirantes, et son suicide ou bien est dénué de tout motif, ou bien est déterminé par des motifs en grande partie imaginaires.

Or toutes les morts volontaires ne rentrent pas dans cette catégorie: beaucoup d'entre elles ont des raisons et qui ne sont pas sans fondement dans la réalité. Elles sont parfois conçues en toute liberté d'esprit et exécutées avec sang-froid.

Aussi n'a-t-on pu rattacher aussi étroitement le suicide à la folie qu'en restreignant le sens des mots.

« Il n'est point homicide de lui-même, s'écrie Esquirol (1), celui qui, n'écoulant que des sentiments nobles et généreux, se jette dans un péril certain, s'expose à une mort inévitable, et sacrifie volontiers sa vie pour obéir aux lois, pour garder la foi jurée, pour le salut de son pays. » D'autres étendent la même exception à toutes les morts volontaires inspirées non seulement par la foi religieuse ou les croyances politiques, mais encore par des sentiments de tendresse exaltée (2).

Le suicide n'est donc pas nécessairement l'œuvre de la folie ; il ne prouve pas l'état d'insanité d'esprit (3) ; on peut, sans aller contre les données de la science moderne, distinguer des suicides conscients et des suicides inconscients.

A défaut d'argument scientifique, on a soutenu (4), et ceci est plus grave, que la jurisprudence avait fait une fausse interprétation des polices. En principe, en

1. O. c., t. I, p. 529.

2. V. DURKHEIM. O. c., p. 20 et s.

3. C'est ce qu'admet la jurisprudence. En matière de donations entre vifs et de testament, elle admet également que le suicide n'est pas une preuve du dérangement des facultés intellectuelles et qu'il n'entraîne pas par suite la caducité de la disposition faite par le suicidé au moment de sa mort. (V. FUZIER-HERMANN *vo Donations entre vifs*, n° 819 s.)

4. V. DORLHAC DE BORNE, *loc. cit. Opinion*, 1891, p. 114 et CROUAT. Les assurances sur la vie dans leurs rapports avec le suicide et la folie. *Opinion*, 1891, p. 130.

effet, les conventions font la loi des parties. Où les contractants ne distinguent pas, il n'est pas permis aux juges de distinguer. Les parties ont formellement exclu de l'assurance le cas de suicide ; elles ont dû s'en référer au sens ordinaire du mot ; il est inadmissible que les tribunaux, par une interprétation de leur volonté que rien ne justifie et qui en est par suite la violation flagrante, déclarent que ce n'est que du suicide conscient qu'on a entendu parler.

La police exclut le suicide, non parce qu'il est immoral, mais parce qu'il constitue une aggravation du risque de la part de l'assuré, aggravation volontaire ou non, consciente ou inconsciente, dont la Compagnie n'entend pas être responsable. Il est certain que l'omission d'un risque résilie le contrat, qu'elle soit volontaire ou non ; or, de même que le risque omis, le risque aggravé volontairement ou non doit faire tomber l'assurance.

On insiste en disant qu'à la vérité les Compagnies ont rapproché le suicide du duel et de l'exécution judiciaire, qui sont, sinon des faits volontaires, du moins des conséquences de pareils faits ; mais qu'il serait bien subtil de prétendre que c'est pour marquer leur intention de n'exclure que le suicide conscient. Il semble plus naturel d'attribuer le rapprochement de ces trois faits à la parité des conséquences qu'on voulait leur donner.

Ces critiques sont pressantes. Mais il convient de

remarquer que, souvent, les cas, dans lesquels les tribunaux ont été appelés à se prononcer, présentaient en réalité une certaine ambiguïté. Si les juges s'étaient toujours trouvés en face d'une clause nette d'exclusion du suicide, ils ne se seraient pas reconnu le droit de faire des distinctions. Mais fréquemment, les polices contenaient des expressions moins précises, telles que « se donner *volontairement* la mort », « mort *volontaire* ». Ces expressions laissaient planer un doute sur la pensée des parties ; par suite, la jurisprudence était autorisée à les interpréter.

Hâtons-nous d'ajouter qu'elle a été aidée, sur ce point, par les traditions de notre ancienne jurisprudence. Sous l'ancien droit, comme d'ailleurs dans toutes les vieilles législations européennes, grâce à l'influence des idées canoniques, on considérait le suicide comme un crime, et on lui appliquait des peines sévères.

Mais on distinguait nettement entre ceux qui se donnaient la mort sous l'empire de la folie, et ceux au contraire qui étaient de sang-froid. L'ordonnance criminelle de 1670 exigeait la désignation d'un curateur au cadavre qui, aidé des parents du suicidé, était chargé de défendre le défunt et de le disculper de l'accusation du suicide, en établissant qu'il avait agi sous l'empire de la folie ou que sa mort était le résultat d'un crime. Les vieux usages ont la vie dure et se perpétuent souvent dans les institutions

nouvelles. La jurisprudence a considéré la déchéance édictée en cas de suicide comme la sanction d'une faute, un vestige des pénalités disparues de l'ancien droit.

Dès lors, il était juste d'exiger que le suicidé fût responsable, qu'il eût commis son acte en état conscient : l'acte de démence n'est pas une faute et ne constitue pas une source de responsabilité.

On peut critiquer cette manière de voir, elle suppose que le suicide est un acte punissable. Or, ce peut être un fait immoral ; mais nulle part le législateur ne l'a frappé d'une peine quelconque, et ce silence semble significatif après les rigueurs de l'ancien droit. D'autre part, les Compagnies d'assurances ne sont pas des sociétés de moralisation ; elles n'ont pas à s'occuper des mobiles de nos actes et ne doivent pas prendre à tâche de punir nos défaillances morales.

Mais en fait la distinction de la jurisprudence aboutit à une solution heureuse. Il est souhaitable que l'assurance étende sa bienfaisante garantie au plus grand nombre de risques possibles ; et c'est bien en ce sens que paraît se développer cette institution encore récente. Le suicide est toujours un malheur. Pour différentes raisons tirées du droit ou de l'ordre public, beaucoup d'auteurs l'ont regardé comme un risque inassurable. Mais toutes ces critiques — contestables d'ailleurs — semblent ne pas pouvoir

s'adresser au suicide accompli en état d'aliénation mentale. L'élément volontaire qui s'opposait à la garantie de l'assurance ne se retrouve plus ici. On peut soutenir que l'acte de folie n'est pas un acte de la personne humaine, qu'il ne dérive pas de l'usage ou de l'abus que cette personne fait de sa liberté et qu'il constitue en réalité un véritable cas fortuit ou événement de force majeure (1).

Il en présente, en effet, tous les caractères : le fou, subjugué par le mal qui le possède, devient un instrument passif ; il est le jouet d'une force intérieure qui oblitère sa raison et développe en lui une activité malade, indépendante de sa volonté.

Il est vrai que les rédacteurs du Code civil entendent par force majeure ou cas fortuit « une cause étrangère qui ne peut être imputée » à l'agent (article 1147 *in fine*), et cette définition semble ne pas s'appliquer à l'acte de folie qui, s'il n'est pas imputable à son auteur, ne lui est du moins pas étranger.

Mais qui ne voit qu'il ne s'agit pas là de deux conditions distinctes mais du développement d'une seule idée ? La cause qui est étrangère est celle qui ne peut être imputée à son auteur. En général, ce qui n'est pas imputable à l'homme ce sont les événements étrangers, extérieurs, auxquels il ne prend aucune

1. V. LABBÉ. De la démence au point de vue de la responsabilité et de l'imputabilité en matière civile. *Revue critique*, 1870, p. 123 s.

part. Mais la folie, non plus, ne lui est pas imputable. D'ailleurs, les actes du fou sont-ils vraiment intérieurs ? Ne peut-on pas soutenir qu'ils lui sont étrangers, qu'ils sont étrangers à sa volonté, à sa raison, à ce qui constitue l'homme, ce qui en fait un être raisonnable ?

Dès lors, si le suicide du fou constitue un cas fortuit, un événement de force majeure, il doit être compris dans l'assurance. C'est une véritable mort accidentelle que l'assureur peut couvrir au même titre que le décès par accident proprement dit, le décès par imprudence, ou le décès à la suite d'une maladie. La folie n'est-elle pas une maladie dont le suicide n'est souvent que le développement, la terminaison normale ? D'autre part, si la mort peut résulter d'une imprudence, sans faire encourir de déchéance ; *a fortiori* doit-il en être de même de la mort qu'entraîne le dérangement des facultés mentales, et qui, par suite, ne peut être reprochée à l'assuré ?

Toutes ces raisons montrent combien était juste et désirable l'assurance du suicide inconscient : il faut féliciter les Compagnies de l'avoir compris, et de n'avoir exclu, dans la nouvelle rédaction de leurs polices, que le suicide conscient et volontaire.

Malheureusement cette pratique — et c'est une critique qu'on pourrait adresser à la jurisprudence qui l'a déterminée — cette pratique offre de graves difficultés. Le principe de la distinction du suicide con-

scient et du suicide inconscient admis, il fallait établir quelle était la nature de cette inconscience qui faisait échec à la déchéance du contrat. Il y avait là une délicate question de casuistique morale à résoudre.

La notion de la folie est loin d'être absolue : elle varie forcément avec les progrès et les découvertes de la science. La définition laborieusement établie aujourd'hui pourrait être démentie par les savants de demain. Aussi bien, les polices ne définissent-elles pas l'inconscience : c'est aux juges à apprécier dans chaque cas particulier.

On peut, toutefois, déterminer des principes directeurs.

Tout d'abord, le mot de suicide inconscient paraît ne répondre qu'imparfaitement à l'idée qu'on veut lui faire traduire. Dans son sens littéral et étymologique (*in conscius*) ce serait l'absence de connaissance, l'ignorance. Il y aurait suicide inconscient quand l'assuré en se tuant se trouvait dans un état d'insanité d'esprit qui le rendait incapable d'apprécier la portée de son acte, dans un état de trouble mental tel qu'il ne savait plus qu'il allait commettre un acte qui le tuerait. Il faudrait rechercher non pas s'il y avait absence de responsabilité, mais bien ignorance de l'acte physique (1). Chez les aliénés, le plus

1. V. en ce sens un arrêt de la Cour de Nuremberg du 15 mars 1857 (*Zeitschrift*, 2^e année, p. 99).

grand nombre de ceux qui se suicident ont la ferme intention de se faire mourir. L'acte morbide est, en quelque sorte, la conséquence logique de leurs préoccupations délirantes. Au contraire, d'autres aliénés ne sont pas hantés par l'idée de suicide : ils se tuent par erreur. Tel maniaque, au milieu de son délire et pour échapper aux obsessions auxquelles il est en proie, prend la fenêtre pour la porte et la franchit. Tel autre, dont Leuret nous raconte l'histoire, saute la fenêtre, parce que Dieu lui a dit : Va à la fenêtre et tu voleras comme un oiseau.

Mais cette distinction n'a pour elle que le sens étymologique du mot inconscient. On ne voit aucune raison valable de distinguer entre des suicides également produits par des troubles cérébraux. Par suicide inconscient, les parties ont certainement voulu entendre autre chose : leur pensée n'est pas douteuse ; elles ont visé le suicide accompli en état d'aliénation mentale. Il eût été peut-être plus simple de le dire en propres termes.

Donc toutes les fois que l'assuré se trouve en état de folie, son suicide doit être considéré comme inconscient (1). Il suffit d'ailleurs, d'une variété quel-

1. C'est l'opinion adoptée avec raison par la jurisprudence qui décide que le suicide inconscient est celui qui intervient dans un moment où l'assuré sous l'influence d'une cause quelconque a perdu la conscience de ses actes. V. Trib. civ. Seine, 22 nov. 1902, *J. des ass.*, 1901, p. 131.

conque de la folie, ou même d'une folie momentanée, d'une éclipse de la raison (1).

Le suicide, dans l'aliénation mentale proprement dite, revêt différentes formes. Dans le suicide maniaque, l'aliéné est victime d'hallucinations, de conceptions délirantes qui se succèdent en lui dans un véritable tourbillon. Le suicide mélancolique se caractérise par une extrême dépression, une profonde tristesse accompagnées parfois d'hallucinations fixes. Le patient est poursuivi dans le suicide obsessif par des idées fixes de mort qui, sans raison, pénètrent dans son cerveau : il a parfaitement conscience de leur tyrannie, mais il ne peut leur résister. C'est également sans raison, mais sous une impulsion brusque, soudaine et irrésistible qu'a lieu le suicide impulsif. En réalité, tous ces suicides-folies sont le plus souvent ou dénués de tout motif, ou déterminés par des motifs imaginaires. Ils se distinguent des suicides conscients comme les illusions et les hallucinations des perceptions normales, et comme les impulsions automatiques des actes délibérés. Il y a peut-être là

1. M. CROUAV (*l. c.*) estime que le suicide ne devrait pas être déclaré inconscient par cela seul que le souscripteur était fou au moment de son décès ; il faudrait que le suicide fût le résultat de sa folie, la conséquence mathématiquement fatale de son état, qu'il y eût mélancolie-suicide. Mais pour soutenir cette opinion, il s'appuie sur la théorie des monomanies que la science moderne semble avoir abandonnée.

un critérium qui pourra aider à se prononcer dans les cas douteux.

Le suicide se rencontre aussi dans des maladies autres que la folie proprement dite. Il ne convient pas de le déclarer inconscient sans distinction.

S'agit-il des maladies aiguës, telles que la méningite, la méningo-encéphalite, la congestion cérébrale, la fièvre typhoïde, etc., elles sont souvent accompagnées d'hallucinations, de délire fébrile soit doux, soit la plupart du temps furieux ; le suicide n'y est pas rare, et c'est avec raison que Brierre de Boismont a écrit : « Il n'y a rien de plus ordinaire que d'entendre dire : un tel dans un accès de fièvre chaude vient de se jeter par la fenêtre. » Ce suicidé voulait-il vraiment se tuer ? De même l'individu qui se suicide dans une crise alcoolique, cherchait-il vraiment la mort(1) ? On l'ignore, mais tout porte à croire qu'il n'y a là qu'un acte automatique dû à un délire fébrile (2).

Les maladies chroniques provoquent également des suicides, mais ils ne doivent pas être présumés inconscients. Les personnes atteintes de ces maladies obéissent en se tuant à des mobiles qui ne sont pas sans fondement dans la réalité et qui donnent à leur suicide le caractère d'un acte délibéré : les uns veu-

1. V. Trib. civ. Seine, 12 nov. 1902, *J. des assurances*, 1903, p. 128 et *Moniteur des assurances*, p. 275.

2. V. DECHAMBRE, *op. cit.*, v^o *Suicide*.

lent se soustraire à un douleur physique continue, intolérable et souvent atroce ; les autres, ne voyant aucun remède au mal dont ils souffrent, hâtent la fin de leur triste existence ; d'autres encore se suicident pour échapper aux conséquences de la maladie dont ils sont atteints.

De même le suicide du neurasthénique n'est pas nécessairement couvert par l'assurance. La neurasthénie, cette trop grande irritabilité nerveuse, comporte beaucoup de degrés. Elle ne conduit pas fatalement au suicide et peut parfaitement s'accommoder avec la vie. Pour que la déchéance de l'assurance ne fût pas encourue, il faudrait que la neurasthénie dégénérât en cette morne tristesse et cette profonde dépression qui caractérisent le suicide mélancolique (1).

Un cas particulier doit attirer l'attention : le suicide peut être un suicide à deux, un suicide réciproque. Ne nous hâtons pas de conclure des conditions mêmes dans lesquelles il se produit, qu'il sera forcément conscient. On y trouvera souvent un élément passionnel violemment surexcité, qui, par une mystérieuse multiplication, sera d'autant plus irrésistible qu'il s'exercera sur deux personnes en même temps. « C'est ordinairement le délire de quelque passion, et quelquefois l'extrême misère qui portent ceux qui

1. V. cependant MAZE, *op. cit.*, p. 186.

en sont victimes à se donner la mort. Une même passion conduisant à la même détermination fait trouver quelque charme à recevoir la mort de la main qu'on adore (1). » Remarquons que ce suicide réciproque ou mutuel semble être le privilège des amants malheureux, et que l'amour contrarié peut facilement changer en aveugle délire.

1. ESQUIROL, *op. cit.*, t. I., p. 281.

III. — PREUVE DU SUICIDE

La déchéance du contrat d'assurances n'est encourue qu'autant qu'il est établi qu'il y a eu suicide et suicide conscient. Il s'agit là, on le conçoit, de faits très difficiles à prouver.

Le suicide peut rarement être démontré avec une certitude absolue : des doutes subsistent toujours. Bien que l'hypothèse d'une mort volontaire soit souvent la plus plausible, celle d'un décès accidentel ou même d'un crime n'est pas complètement exclue. Il ya là un problème que la médecine légale est souvent impuissante à résoudre. Que de fois, pour ne citer qu'un cas assez fréquent, n'a-t-on pas retrouvé des cadavres de noyés portant des traces de blessures, et devant lesquels n'ont pu se prononcer les médecins les plus expérimentés et les magistrats les plus habiles : le noyé s'était-il jeté volontairement à l'eau, y était-il tombé accidentellement, et les blessures provenaient-elles de chocs postérieurs ; ou bien se

trouvait-on en présence d'un crime, et l'assassin avait-il voulu se débarrasser d'un cadavre gênant ?

L'état mental du suicidé est encore plus difficile à prouver (1).

Physiologiquement, la preuve de la conscience ou de l'inconscience du suicide est presque impossible. A quel indice le médecin appelé à constater le suicide, reconnaîtra-t-il qu'il est l'œuvre de la volonté libre ou le résultat de la folie ? La folie, même nettement caractérisée, ne laisse pas toujours dans l'organisme des traces anatomiques apparentes. Bien plus, il est certain qu'il peut y avoir une folie sans lésion, une folie momentanée suffisante pour détruire le libre arbitre à l'instant où naît dans le cerveau l'idée de suicide.

Au point de vue psychologique, même difficulté. Ce n'est jamais que sous le coup d'une impulsion violente, d'une exaltation anormale que l'homme met fin à ses jours. Il ne semble pas facile de déterminer le degré d'exaltation compatible avec l'exercice du libre arbitre, la seconde durant laquelle la volonté succombe et la déraison l'emporte.

Dans une matière aussi délicate, l'expression consacrée de charge de la preuve apparaît dans toute sa vérité symbolique. La partie qui assume ce fardeau

1. V. SIGNORINO. La preuve du suicide dans le contrat d'assurances sur la vie. *La Loi*, 13 mai 1887.

a vraiment une lourde tâche et son adversaire peut être considéré comme privilégié.

La question de la preuve du suicide comprend celle de la charge de la preuve et celle des moyens admis en preuve.

A). — **Charge de la preuve.**

Le risque, dans l'assurance sur la vie, se réalise par le décès de l'assuré. Il appartient aux ayants droit de l'assuré de signaler ce décès à la Compagnie. Ils le feront ordinairement en produisant un extrait de l'acte de décès. C'est tout ce qu'ils ont à faire : ils ne sont obligés à rien autre pour recueillir le bénéfice du contrat.

Mais si la Compagnie estime qu'il existe à son profit une circonstance libératoire, quelle qu'en soit la nature (non-paiement des primes, réticence, suicide), c'est à elle à en faire la preuve, conformément aux principes du droit commun, car elle devient demanderesse dans son exception.

Si donc, d'après les circonstances dans lesquelles s'est produit le décès, elle soupçonne qu'il y a eu suicide, c'est à elle à le démontrer. La preuve du suicide incombe à l'assureur. Sur ce point il n'y a pas de difficultés et il ne saurait y en avoir.

Les difficultés naissent seulement au sujet de la preuve de la conscience ou de l'inconscience du sui-

cide. Tout suicide ne libère pas la Compagnie, mais seulement le suicide conscient. Sera-ce à celle-ci à prouver que l'assuré qui a mis fin à ses jours était en possession de ses facultés mentales, ou à ses adversaires à établir qu'il l'a fait sous l'influence de la folie.

Un grand intérêt s'attache à la question. A cause de la difficulté de la preuve, il arrivera souvent que la conviction des juges ne pourra se former. En cas de doute, le procès sera donc tranché contre celui qui devait fournir la preuve.

La jurisprudence met cette preuve à la charge de l'assureur. Malgré quelques hésitations (1), elle semble s'être définitivement fixée en ce sens surtout depuis l'arrêt de la Cour de cassation du 3 août 1876 (2). On a en vain essayé d'atténuer l'importance de cette décision de la Cour suprême (3). Les termes en sont nets et non équivoques.

La doctrine, à part quelques rares auteurs (4), a

1. V. Trib. co. Seine, 22 nov. 1882, *J. des ass.*, 1883, 59 ; Trib. co. Seine, 1^{er} sept. 1888 et sur appel Paris, 15 nov. 1889, *J. des ass.*, 1890, 36.

2. V. Paris, 30 nov. 1875, S. 77. 1. 25; Req., 3 avril 1876, S. 77. 1. 25; Trib. Seine, 2 févr. 1887, *Rec. pér. des ass.*, 1888. 2. 97; Lyon, 17 février 1887, D. P. 92. 2. 46; Paris, 16 juillet 1892, S. 92. 2. 199 et 21 oct. 1892, *Pand. fr. pér.*, 93. 2. 257.

3. V. DUPUICH (note). D. P. 93. 2. 233.

4. V. RUBEN DE COUDER. *O. c.*, v^o *Assurances sur la vie*, n^o 46. BOUTAUD. *O. c.*, p. 368.

longtemps protesté et proteste encore contre cette jurisprudence. Se basant sur les principes du droit commun, elle oblige l'assureur à prouver le fait même du suicide, mais non le fait conscient, dont la preuve resterait à la charge des ayants cause de l'assuré.

Les Compagnies se plaignaient de la rigueur d'une jurisprudence qui leur était si défavorable. En présence de la difficulté de la preuve qui leur était demandée, elles en étaient réduites le plus souvent à soupçonner le suicide plutôt que de l'établir. Il y avait, pourtant, pour elles un moyen facile de sauvegarder leurs intérêts : elles pouvaient par une clause insérée dans les polices renverser la charge de la preuve, stipuler que la preuve de l'inconscience serait à la charge des ayants droit de l'assuré.

Rien n'était plus simple : le conseil leur en avait été donné depuis longtemps par la plupart des auteurs qui se sont occupés d'assurances, et qui étaient souvent avocats conseils ou même directeurs de Compagnies.

Un curieux jugement du tribunal de la Seine (2 février 1887) (1) leur faisait la même invitation : « Il serait facile aux Compagnies, d'un mot introduit dans la rédaction de leurs polices, d'écarter toute ambiguïté, de couper court à toute confusion, d'évi-

1. *Rec. pér. des ass.*, 1887, p. 297.

ter des procès qui reviennent toujours les mêmes : elles s'en gardent bien et semblent se complaire aux difficultés. » La réprimande était sévère : elle a été entendue.

La clause que demandaient les auteurs et le tribunal de la Seine a été introduite dans beaucoup de polices. Les Compagnies du Comité Vie ont adopté le texte suivant : Article 6... « La déchéance prononcée par le premier paragraphe du présent article n'est pas applicable en cas de suicide inconscient, mais il est de convention expresse entre les parties que dans ce cas la preuve de l'inconscience de l'assuré suicidé sera à la charge des bénéficiaires de l'assurance. »

Remarquons que les parties ont le droit de modifier ainsi la charge de la preuve, et que par suite cette clause est parfaitement licite. On pourrait, il est vrai, soutenir, en se basant sur le principe que les contrats n'ont pas d'effet à l'égard des tiers, qu'une pareille convention, intervenue entre l'assureur et l'assuré, ne saurait être opposée au bénéficiaire de l'assurance (1). Mais l'objection serait dénuée de toute valeur : la personne appelée à recueillir le capital assuré n'est pas un véritable tiers : elle intervient au contrat et en approuve forcément les

1. V. Trib. civ. Seine, 22 nov. 1902. *Rec. pér. des ass.*, 1903, p. 29 (note).

conditions, puisque l'assurance ne peut produire d'effet à son égard que par son acceptation.

Par suite de l'introduction de cette clause dans les polices, le débat est appelé à perdre son importance pratique. La question de la charge de la preuve de l'inconscience ne se posera que lorsque les parties n'auront fait aucune convention particulière à cet égard. Mais ce cas se rencontre encore fréquemment aujourd'hui. Il importe, ne serait-ce, d'ailleurs, qu'au point de vue théorique, de connaître les arguments invoqués dans un sens et dans l'autre.

Pour la jurisprudence, la partie qui oppose une circonstance libératoire doit en faire la preuve. Or tout suicide ne libère pas la Compagnie : il faut qu'il soit conscient. L'assureur devant prouver tous les éléments de la circonstance libératoire qu'il invoque, il ne lui suffit pas d'établir le suicide : il n'a fait que la moitié de la preuve qui lui incombe : il doit encore établir que le suicide n'est pas inconscient, qu'il a été librement et volontairement accompli.

Il s'agit, somme toute, de la résiliation d'un contrat par le manquement, la faute de l'assuré. Cette faute ne peut être qu'un acte volontaire et conscient, l'homme n'étant pas responsable de sa folie. L'assureur qui allègue la résiliation doit prouver la faute qui la motive.

Si la Compagnie ne parvient pas à démontrer le fait conscient, la faute qui entraîne la résiliation du

contrat, s'il y a doute en un mot, la déchéance doit être repoussée.

La doctrine, en grande majorité, combat ces arguments (1). L'assureur, soutient-elle, n'a qu'à prouver le suicide pour être libéré. C'est au bénéficiaire qui soulève alors une exception (à savoir que la mort n'a pas été le résultat d'une volonté libre) à en établir le bien-fondé : *reus in excipiendo fit actor*.

Il n'est pas nécessaire que la mort soit consciente et réfléchie pour qu'il y ait suicide. En langage usuel et en langage juridique, le mot suicide s'entend de toute mort volontaire sans distinction, qu'elle soit l'œuvre de la libre volonté ou la conséquence de la folie.

On ne peut soutenir que tout suicide n'entraîne pas la libération, que la Compagnie doit prouver le fait conscient, car c'est seulement en cas de suicide conscient qu'elle est exonérée. Le vice de cet argument, c'est qu'il est, si l'on peut dire, entaché de complexité : il fond ensemble l'exception et la réplique. Ni l'une ni l'autre des parties n'est tenue de prouver que l'adversaire n'a pas de moyen pour repousser sa prétention : ceci regarde l'adversaire, une fois que la preuve a été faite contre lui. Sans doute, la partie à laquelle incombe la preuve doit établir chacun des éléments de fait, dont le droit ou le béné-

1. V. LEFORT. *O. c.*, t. II, p. 60. DUPUICH. *O. c.*, n° 96.

fice légal, qu'elle entend faire valoir, suppose le concours. Mais son obligation en général ne s'étend pas au delà : elle n'est pas tenue de prouver l'absence des causes ou circonstances dont l'existence aurait pu faire obstacle à l'acquisition du droit ou entraîner la déchéance du bénéfice légal qu'elle invoque ; elle n'est pas tenue davantage de justifier que ce droit ou ce bénéfice n'a pas été modifié ou restreint au profit de son adversaire (1).

Si, au lieu du suicide, l'assureur invoquait un autre moyen de défense, par exemple la prescription, il ne serait pas obligé de prouver que la prescription n'a été ni interrompue, ni suspendue. Pourquoi une règle différente ? La folie rend inopérante l'exception de suicide, comme la suspension ou l'interruption rendent inefficace l'exception de prescription.

Bien plus, la jurisprudence en arrive à présumer l'inconscience du suicide, puisqu'elle dispense de toute preuve ceux qui l'allèguent, et oblige à la preuve contraire ceux qui la nient. Et cette solution est en contradiction avec le principe posé par les arrêts que la folie ne peut s'induire de l'acte même du suicide.

Ces objections ont une valeur incontestable. On semble toutefois oublier la situation vraie devant laquelle se sont trouvés les tribunaux. Ils avaient eu

1. V. AUBRY ET RAU. *Droit civil*, t. VIII, p. 156 et 158.
DEMOLOMBE. *Droit civil*, t. XXIX, n° 194.

à interpréter la clause suivant laquelle les Compagnies déclaraient être libérées par le suicide de l'assuré. Et ils l'avaient fait en ce sens que seul le suicide conscient était exclu de l'assurance. Ils avaient compris suicide = suicide conscient. Le caractère conscient n'était donc pas simplement un caractère accessoire du suicide, mais bien un élément intrinsèque. Par suite, la preuve en incombait à la partie qui avait déjà à établir le suicide proprement dit.

Cette façon défectueuse d'apprécier la jurisprudence apparaît nettement chez les auteurs qui, pour trancher le débat, s'en rapportent au Dictionnaire de l'Académie, et soutiennent que le suicide est le fait de s'enlever la vie consciemment ou non. Mais alors c'est condamner la distinction jurisprudentielle du suicide conscient et du suicide inconscient. Les tribunaux ont cru bon de donner au mot suicide un sens particulier qui n'est ni son sens étymologique, ni son sens sociologique, une signification *secundum subjectam materiam* ; et ils ont été logiques en ne l'oubliant pas dans la question de la preuve (1).

1. La question de la preuve du suicide se pose aussi dans les assurances contre les accidents : elle y a donné lieu à des difficultés qu'il n'est peut-être pas inutile d'examiner, puisque, pour les résoudre, on a souvent invoqué les règles admises en matière d'assurances sur la vie.

Le risque, dans l'assurance contre les accidents, c'est l'accident, c'est-à-dire la lésion corporelle que subit l'assuré par

On ne peut dire qu'ils présument soit la conscience, soit l'inconscience du suicide. On a deux plaideurs

l'effet d'une circonstance extérieure et violente. Elle peut entraîner, suivant sa gravité, l'invalidité ou même la mort. Pour conserver le caractère d'accident (*accidere*, arriver fortuitement) elle ne doit résulter ni de volonté, ni de la faute lourde de la victime.

C'est à l'assuré ou à ses ayants droit, qui se réclament du contrat d'assurances, à prouver la réalisation du risque. Mais cette preuve est complexe. Ils doivent certainement démontrer que la lésion corporelle provient de causes extérieures et violentes (chute, asphyxie...) ; mais cela suffira-t-il ou faudra-t-il encore établir qu'elle a été fortuite, indépendante de la volonté de l'assuré ? En cas de mort de l'assuré, si la Compagnie estime qu'il y a eu suicide, sera-ce à elle à en faire la preuve, ou bien au bénéficiaire de l'assurance à établir qu'il n'y a pas eu suicide ?

La question présente un intérêt pratique considérable. La mort accidentelle se distingue difficilement de la mort volontaire : dans le doute, la partie qui devait faire la preuve succombera dans sa prétention.

Pour mettre cette preuve à la charge de l'assureur, on invoque les solutions admises en matière d'assurances sur la vie. L'assureur sur la vie, qui soutient que le décès résulte du suicide, doit le prouver, non seulement parce qu'il allègue une exception, mais encore parce qu'il prétend que l'assuré a contrevenu au contrat, a commis une faute.

Les mêmes principes s'appliquent au cas spécial d'une assurance dont le capital n'est dû que lorsque le décès est le résultat d'un accident. Le suicide constitue toujours un manquement au contrat, une faute d'une gravité spéciale : c'est à l'assureur qui l'invoque à en rapporter la preuve. C'est d'ailleurs un principe général en matière d'assurances : la Com-

en présence : l'un prouve la réalisation du sinistre, l'autre lui oppose une déchéance ; le premier a fait

pagnie doit toujours établir la faute de l'assuré dont elle entend se prévaloir.

La règle *reus in excipiendo fit actor* conduit à la même solution. Dès que la justification de l'existence d'un accident est faite, la Compagnie est tenue, comme le serait l'assureur sur la vie. Si elle prétend que l'accident, dont il a été justifié, procède en réalité d'un fait volontaire, qu'il s'agit non d'un accident mais d'un suicide, elle oppose une exception à la demande : c'est la partie qui soulève l'exception qui doit en établir le bien-fondé.

Ces principes trouvent leur application dans la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail : suivant l'article 20, aucune des indemnités prévues par cette loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident. Or, d'après les travaux préparatoires, il n'est pas douteux que ce soit au patron, qui invoque cet article pour se libérer de l'indemnité à laquelle il est tenu, de prouver que l'accident a été provoqué intentionnellement (V. Dalloz, 1898, 4.78, note 4).

On reconnaît que l'accident est bien un événement fortuit et que, pour donner droit à la somme assurée, il doit être involontaire. Mais, dit-on, ce caractère non intentionnel du risque se trouve dans toutes les assurances : la Compagnie est toujours libérée de ses obligations quand le sinistre a été provoqué intentionnellement. Ce n'est pas à dire qu'elle soit dispensée de prouver le dol qui la libérera.

Ces arguments ont été parfois admis par la jurisprudence (V. Cour Bordeaux, 8 juin 1903, S. 1903.2.295). Mais la Cour de cassation, dans un arrêt récent (10 janvier 1906, *Rec. pér. des ass.*, 1906, p. 22), a adopté la thèse contraire, et avec juste raison, semble-t-il.

Il n'y a aucune analogie entre l'assurance sur la vie et l'as-

toute sa preuve, le second n'a pas fait la sienne : c'est tout.

surance contre les accidents. Les risques couverts sont absolument distincts. Le contrat d'assurances sur la vie stipulant une somme payable au décès de l'assuré ne fait aucune distinction entre les différents genres de mort : le décès, du moment qu'il est établi, donne droit au capital stipulé. La Compagnie est tenue de payer. Si elle se prétend libérée par suite d'une déchéance encourue par l'assuré, par exemple en cas de suicide, elle devient demanderesse à l'exception et doit dès lors prouver le suicide allégué.

Au contraire, dans l'assurance contre les accidents, ce n'est pas le décès d'une manière générale qui est assuré par la police, mais seulement le décès provenant d'une cause spéciale et déterminée : l'accident. Or, l'accident est par son essence même, un événement fortuit et involontaire. C'est toujours dans ce sens que le mot est employé dans le langage courant. A moins d'indication contraire, les polices doivent l'avoir pris avec cette signification ordinaire. Les ayants droit de l'assuré doivent prouver que le risque s'est réalisé et par suite établir tous les éléments de fait dont celui-ci suppose l'existence. Ils sont tenus non seulement de prouver le décès, mais encore de démontrer que ce décès a été produit par une cause fortuite et involontaire. Tant qu'il n'est pas justifié de l'accomplissement de toutes ces conditions, la Compagnie garde la qualité de défenderesse et n'a aucune preuve à faire puisque, loin de se prétendre libérée, elle soutient que le risque à couvrir ne s'est pas réalisé et que son obligation n'a pas pris naissance.

C'est à tort que l'on fait intervenir l'idée de faute. Entre trois genres de mort : maladie, suicide, accident, la Compagnie a assuré exclusivement la mort par accident. Elle n'a à payer que si celle-ci s'est réellement produite.

Du reste, la Compagnie a établi ses primes d'après des

B). — **Moyens de preuve admis.**

La charge de la preuve est d'autant plus lourde qu'on se montre plus difficile pour les moyens admis en preuve. Il y avait là, pour la jurisprudence, un moyen d'atténuer, en fait, par la large admission de tous les moyens de preuve, ce qu'il pouvait y avoir de rigoureux dans ses décisions, qui imposaient à l'assureur l'obligation d'établir non seulement le suicide, mais encore le fait conscient.

Les modes de preuve sont des inductions grâce auxquelles on conclut de faits connus à des faits inconnus. Prouver c'est faire naître la certitude dans l'esprit. Malheureusement les sciences morales et politiques, à la différence des sciences mathématiques, n'aboutissent jamais à une certitude absolue : elles sont condamnées par leur nature même à se contenter d'une probabilité plus ou moins grande.

bases absolument différentes de celles admises en matière d'assurances sur la vie. Pour un même capital stipulé, l'assuré contre les accidents paiera des primes de beaucoup inférieures à celles que paierait un assuré sur la vie. A des primes aussi différentes doivent correspondre naturellement des justifications différentes.

(V. en ce sens, Tribunal fédéral suisse, 20 octobre 1894, S. 95.4.15 et un jugement de la 6^e chambre supplémentaire du tribunal de la Seine, en date du 19 mars 1908.)

Un même fait est donc susceptible d'une preuve plus ou moins complète ; et, suivant les cas, les juges peuvent demander, et demandent en réalité un degré de probabilité plus ou moins élevé.

Pour la preuve du suicide, les tribunaux se sont montrés souvent très difficiles. Il a été jugé (1) que la Compagnie, débitrice du capital assuré, ne pouvait être libérée à l'égard du bénéficiaire qu'en prouvant avec certitude qu'il y avait eu suicide, et que, par suite, en cas de doute, malgré des présomptions, la déchéance n'était pas applicable : tout semblait subordonné à l'intervention d'une preuve matérielle.

Les motifs de cette rigueur ont été formulés en ces termes, par un éminent magistrat du tribunal de la Seine, M. Pinard, dans une affaire de suicide : « Je comprends qu'on me trouve difficile pour la preuve ; mais à cela il y a deux raisons : la première, c'est qu'il s'agit d'une réclamation et que les Compagnies doivent l'établir comme demanderesses ; la seconde, c'est qu'il s'agit d'un suicide et qu'un semblable fait ne doit pas s'induire, mais se prouver comme un délit. »

Cette exigence devait soulever de vives protestations (2). En effet, imposer l'obligation de fournir

1. V. Trib. civ. Seine, 12 mai 1876. BONNEVILLE DE MARSANGY, III, 218 et 1^{er} avril 1889, *Rec. pér. des ass.*, 89.40.

2. V. LEFORT. O. c., p. 61.

une preuve matérielle, c'était rendre illusoire l'application de la clause qui prononce l'annulation de la police en cas de suicide. La preuve matérielle du suicide est, le plus souvent, impossible. Voltaire dit quelque part : « Il serait à désirer que tous ceux qui prennent le parti de sortir de cette vie laissassent par écrit leurs raisons avec un petit mot de leur philosophie : cela ne serait point inutile aux vivants et à l'histoire de l'esprit humain. » Cela serait aussi très utile aux assureurs. Mais ce bon conseil n'est pas toujours suivi : peu de personnes laissent un écrit annonçant leur projet de se donner la mort.

Le suicide après tout est un simple fait auquel on doit appliquer les règles de preuve du droit commun. Il a été considéré dans l'ancien droit comme un crime, une infraction à la loi pénale, mais il n'en est plus ainsi dans notre droit moderne. Il entraîne, il est vrai, la déchéance du contrat d'assurance, mais cette déchéance s'explique sans avoir besoin de faire intervenir aucune idée de pénalité : il y a là seulement un risque que les Compagnies françaises regardent comme anormal et qu'elles excluent de la garantie de l'assurance. Il faut lui appliquer les mêmes règles qu'aux autres causes de résiliation que renferment les polices. On ne peut exiger la même certitude que s'il s'agissait d'infliger une peine proprement dite.

Pour prouver le suicide, l'assureur pourra se baser

non seulement sur les écrits laissés par l'assuré et annonçant son projet de mort, mais encore sur des dépositions de témoins : il a le droit de demander une enquête, sauf bien entendu le droit pour l'adversaire de réclamer une contre-enquête.

Lui serait-il permis aussi, en présence d'un doute sur le genre de mort, de faire procéder à l'exhumation et à l'autopsie ? M. Lefort (1), après Legrand du Saulle, lui en reconnaît le droit. Les Compagnies pourraient prendre toutes les mesures propres à faire la lumière sur les circonstances au milieu desquelles l'assuré a trouvé la mort. Elles sont exposées trop souvent aux fraudes d'individus qui s'assurent avec le projet bien arrêté de mettre ensuite fin à leurs jours et de dissimuler la cause de leur mort. L'expertise leur serait une arme nécessaire à la sauvegarde de leurs intérêts. Les Compagnies demanderaient aux personnes appelées à bénéficier de l'assurance, aux représentants de l'assuré, l'autorisation de faire procéder à l'autopsie par une commission de trois médecins (le médecin ordinaire de la famille, le médecin de la Compagnie, et l'un des médecins experts près les tribunaux) et, en cas de refus des intéressés, elle solliciteraient du Président du tribunal une ordonnance de référé.

Malheureusement des raisons de la plus haute con-

1. *O. c.*, p. 62.

venance s'oppose à l'admission de ce moyen de preuve (1). Le respect dû à la personne humaine, même après la mort, le deuil, les susceptibilités de toute une famille sont de puissantes considérations qui ne doivent pas s'incliner devant un intérêt privé. Ne tomberait-on pas dans les pires abus, en autorisant une mesure si exceptionnelle ; ne serait-ce pas reconnaître implicitement le droit de disposer des dépouilles de toute personne qui contracte une assurance sur la vie ? C'est avec raison que les tribunaux ont repoussé de pareilles demandes (2).

Par contre, le juge peut former sa conviction avec tous les éléments de preuve mis sous ses yeux par l'assureur. Conformément au droit commun (art. 1351 C. c.) il lui est permis de se baser sur de simples présomptions, pourvu qu'elles soient graves, précises et concordantes. Ce sera même le mode de preuve le plus souvent employé, puisque, ordinairement, les autres modes feront défaut. Ces circonstances qui peuvent révéler le genre de mort sont en nombre infini et varient suivant les espèces. On pourra prendre en considération un écrit manifestant des intentions non douteuses de suicide, une situation d'affaires difficile,

1. V. DUPUICH., *O. c.*, n° 185.

2. V. Trib. civ. Bordeaux, 1^{er} avril 1888 et Cour de Bordeaux, 23 février 1890, *D. P.* 91.2.212 ; Civ. Bourgoïn (Référé), 20 janvier 1896, *J. des ass.*, 97.565 ; Cour de Douai, 2 nov. 1905, *Gaz. des Trib.*, 15 février 1906.

des poursuites criminelles intentées ou imminentes, le genre de mort, l'attitude suspecte du corps au moment où il a été retrouvé, l'aspect matériel des lieux qui peut exclure l'hypothèse d'un accident, enfin une tentative de suicide antérieure non suivie d'effet.

C'est aux juges à apprécier si, de l'ensemble des circonstances relevées dans chaque cas particulier, peut jaillir une probabilité suffisante de suicide (1).

Mais qu'ils ne se trompent pas : il ne s'agit pas de déterminer quelle hypothèse est la plus vraisemblable d'une mort volontaire ou d'une mort accidentelle. Il faut qu'ils trouvent dans les faits de la cause les éléments d'une véritable preuve. Si donc un doute sérieux subsiste, il doit profiter au bénéficiaire de l'assurance et la Compagnie doit être déboutée comme n'ayant pas fait la preuve qui lui incombait.

Il faut appliquer les mêmes principes pour la preuve de l'état conscient du suicidé. Remarquons qu'ici une preuve directe et positive est impossible : on ne peut suivre le processus qui a abouti au suicide, et déterminer la part de volonté qui entraînait dans cet acte fatal, au moment même où il s'est accompli. On est obligé de recourir à une preuve indirecte et négative qui consistera à démontrer qu'avant le suicide et sur-

1. V. Trib. civ. Seine, 23 nov. 1882, *Journal des assurances*, 1883.56 ; Trib. civ. Bruxelles, 14 janvier 1886, *J. des ass.*, 1886.110 ; Trib. civ. Seine, 22 mai 1890, *J. des ass.*, 1890.411 ; Paris, 13 nov. 1890, *J. des ass.*, 1891.20.

tout dans les instants qui l'ont immédiatement précédé, l'assuré ne présentait aucun signe de dérangement cérébral. En fait, les ayants cause de l'assuré mettront en avant certains événements, certaines circonstances insolites de la vie de l'assuré, et l'assureur tâchera de les contester. Il cherchera ensuite à établir que le défunt avait des motifs réels et fondés de se donner la mort, car, ne l'oublions pas, dans beaucoup de cas, le suicide ne peut être considéré comme le résultat de la folie qu'autant qu'on ne lui découvre aucune raison, ou bien qu'il ne s'explique que par des raisons imaginaires.

Ainsi comprise, la preuve peut être faite par tous les moyens. Mais elle n'en reste pas moins difficile. Très souvent, la Compagnie a perdu l'assuré de vue depuis longtemps ; elle n'a pas eu à s'occuper de lui depuis la signature du contrat ; elle ignore tout de sa vie. Les enquêtes ne sont souvent qu'une coalition de mensonges et de complaisances : il est de préjugé courant que la Compagnie d'assurances doit toujours avoir tort et doit toujours payer. Mentir pour lui faire échec, ce n'est pas mentir, pas plus que quand il s'agit de frauder l'État. Or, en l'état actuel de la jurisprudence, se taire équivaut à mentir, puisque c'est à l'assureur à prouver le fait conscient, et qu'en l'absence de cette preuve, il est débouté comme si le suicide avait été le résultat d'un instant de folie.

L'expertise elle-même est suspecte. Les experts ne

s'entendent pas toujours, et il faut se méfier des conclusions rédigées même par des savants éminents, mais qui n'ont pas connu l'assuré, ne l'ont pas approché dans la vie, et n'ont pu former leur opinion que sur les documents et les pièces mis à leur disposition (1).

Comme pour le suicide, la preuve la plus courante consistera en des présomptions graves, précises et concordantes : l'état de santé, ses prédispositions héréditaires au suicide, les circonstances qui ont immédiatement précédé la mort peuvent être pris en considération, sans oublier la situation financière et morale de l'assuré qui, très souvent, suffira à révéler le véritable caractère du suicide intervenu.

1. V. Paris, 10 juillet 1892, *J. des ass.*, 92. 418.

IV. — EFFETS DU SUICIDE

Une fois la preuve faite, le suicide produit des effets différents suivant qu'il est conscient ou inconscient.

Le suicide conscient libère l'assureur. Le risque qui s'est produit ne rentrait pas dans les risques prévus et couverts par la police. Les ayants droit de l'assuré ne peuvent se réclamer du contrat d'assurances et en demander l'exécution.

Donc le capital stipulé ne sera pas dû. Mais l'assuré a versé des primes souvent pendant fort longtemps : ces primes lui seront-elles restituées ? Pas davantage. Aux versements faits chaque année par le souscripteur correspondait un risque couru par la Compagnie, dont ils étaient la contrepartie. La Compagnie a été exposée pendant toute la durée du contrat aux chances de mort de l'assuré, et par suite au paiement du capital stipulé : il est juste qu'elle garde en retour les sommes perçues.

D'ailleurs ces sommes ont été effectivement consommées : elles ont servi à payer les capitaux assurés dus à l'occasion des décès qui se sont produits ; les comptes particuliers à chaque assuré en ont été débités. On ne pourrait exiger la restitution des primes sans méconnaître les principes qui président au fonctionnement de l'assurance.

Toutefois ceci n'est vrai que sous certaines réserves. Le risque, dans l'assurance sur la vie, présente des caractères particuliers : il n'est pas invariable comme dans les autres assurances. Le risque, c'est le décès ; or qui ne voit qu'à mesure que l'assuré avance en âge, sa mort devient plus probable ? Logiquement les primes qui sont la mesure du risque devraient être plus élevées dans les premières années de l'assurance, et aller ensuite en décroissant. Pour différentes raisons pratiques, les Compagnies ont préféré prendre la moyenne et établir une prime uniforme. Par suite, dans les premières années, l'assuré paie plus qu'il ne le devrait mathématiquement. Cette différence entre la prime payée et la prime due constitue la réserve.

La réserve est portée au passif du groupe de la mutualité : elle est la propriété des assurés : chacun d'eux, quand il juge à propos de mettre fin au contrat, peut demander la liquidation de sa part dans la réserve ; la Compagnie est tenue de la lui rembourser.

En fait — et seulement quand la police a couru un certain temps — les Compagnies accordent aux assurés qui ne veulent plus continuer leur contrat une somme sensiblement inférieure à la réserve et qui est dite valeur de rachat.

Le suicide doit donner lieu au même règlement de comptes que le rachat. En se donnant la mort, en détruisant l'objet sur lequel portait le contrat, a manifesté aussi nettement que par une résiliation expresse sa volonté de mettre fin à l'assurance. D'ailleurs n'était-il pas libre de racheter son contrat la veille du jour où il s'est tué ? Il n'y a aucune raison pour le punir de ne l'avoir pas fait.

C'est ce qu'admettent généralement les polices. Aux termes de l'article 6 de la police vie entière de la Nationale : « Si la personne sur la tête de laquelle repose l'assurance perd la vie... par suite de suicide, l'assurance est de nul effet, et les primes restent acquises à la Compagnie. Toutefois si les primes des trois premières années ont été acquittées, la Compagnie tient compte aux ayants droit de la valeur qu'elle aurait payée, si elle avait racheté le contrat à la veille du décès. »

A l'occasion de toute police nouvelle, l'assureur a à supporter des frais divers dans lesquels il importe qu'il puisse rentrer lors même que l'assurance ne reçoit pas son entière exécution. C'est pour cela que la police, en cas de suicide, comme d'ailleurs dans

l'hypothèse d'une résiliation volontaire, détermine pendant combien d'années les primes doivent avoir été payées pour que la valeur de rachat soit due. D'après l'usage il est exigé que les trois premiers versements aient été faits.

Le projet de loi sur le contrat d'assurances fait de cet usage une règle impérative, en ce sens que la police ne pourrait stipuler un délai plus long.

Mais, sur d'autres points, il s'écarte sensiblement des principes ordinairement admis. Dans son article 53, il interdit la clause par laquelle l'assureur s'engagerait à payer la somme assurée en cas de suicide conscient et volontaire ; et cette prohibition reçoit une sanction sévère : le contrat entier est nul et les primes reçues doivent être restituées. C'est une pénalité édictée contre l'assureur pour avoir inséré dans le contrat une cause illicite. Si, au contraire, la police ne contient pas de clause de garantie du suicide, le contrat est valable, et, en cas de suicide inconscient, l'assureur doit rembourser le montant intégral de la réserve, si toutefois les trois premières primes ont été acquittées. Dans cette hypothèse, il serait plus juste, semble-t-il, de traiter l'assuré qui se suicide comme celui qui rachète son contrat et de lui accorder simplement la valeur de rachat.

On trouve aussi des règles spéciales dans les lois qui régissent les contrats conclus avec la Caisse nationale des assurances en cas de décès.

S'agit-il d'une assurance en cas de décès, aux termes de l'article 3 de la loi du 11 juillet 1868 et de l'article 16 du décret du 10 août de la même année, l'assurance demeure sans effet, si l'assuré vient à se suicider, mais « les versements effectués sont restitués aux ayants droit, avec les intérêts simples à 4 0/0 » (ou 3 0/0 seulement semble-t-il résulter du décret du 28 décembre 1893).

S'agit-il d'une assurance mixte contractée en vertu de la loi du 17 juillet 1897, le décret du 2 mai 1900 dispose que « les primes versées augmentées des intérêts simples au taux du tarif sont remboursées aux ayants droit... Dans aucun cas le montant du remboursement ne pourra excéder le capital assuré en cas de décès ».

En cas de suicide, la Caisse nationale fonctionne donc comme une caisse d'épargne. On peut critiquer cette conception : le législateur semble se méprendre sur la nature du contrat d'assurances, et le considérer comme un placement ; il oublie ce principe que les primes ont été consommées pour faire face aux risques courus. Il est vrai que l'État pouvait se permettre cette générosité, de restituer les primes avec intérêt, puisqu'il y pourvoit avec l'argent des contribuables !

On s'est demandé (1) s'il serait permis à la Com-

1. V. LEFORT. *O. c.*, t. II, p. 67.

pagnie de stipuler la rétention du montant intégral des primes à titre de dommages et intérêts. En fait, cette clause figurait dans les anciennes polices et avait attiré de véhémentes protestations. M. Patinot (1) la regardait comme un retour à la confiscation abolie par nos lois criminelles.

Il ne faut rien exagérer : la Compagnie subit un préjudice certain par le fait de la résiliation du contrat qu'entraîne le suicide (2). Il se produit, en effet, une diminution du nombre des affaires. Or, les Compagnies d'assurances ne peuvent fonctionner qu'en opérant sur un grand nombre de têtes ; elles se basent sur des probabilités, c'est-à-dire des moyennes de décès prévus ; ces prévisions doivent être appliquées à des opérations très nombreuses, sans quoi la réalité peut s'en écarter d'une façon sensible. D'autre part, la Compagnie doit placer les sommes gardées en réserve pour en tirer intérêt ; si elle est obligée de les restituer, du moins en partie, il se produit un déplacement de fonds qui entraîne certains frais et qui même peut être très désavantageux en temps de crise.

Il est donc juste d'accorder à l'assureur une indemnité. Sera-ce le montant intégral de la réserve ? Non, car la Compagnie a d'avance envisagé le préjudice

1. *Revue pratique de droit français*, 1868, p. 56.

2. V. POTERIN DU MOTEL. *Théorie des assurances sur la vie*, p. 301 s.

que lui fait subir la résiliation et en a forfaitairement fixé le chiffre. La différence (1) qui sépare la valeur de rachat de la réserve, n'est pas seulement destinée à faire face à l'amortissement de la commission, elle comprend, en outre et pour la plus grande partie, les dommages et intérêts dus en cas de rupture de contrat (2). Il est vrai que cette évaluation forfaitaire est faite en vue d'une résiliation volontaire, d'un rachat du contrat ; mais le suicide résout le contrat tout aussi bien qu'une résiliation expresse et fait subir à la Compagnie un préjudice analogue. Il y a

1. Cette différence est fixée empiriquement : elle consiste généralement en un pourcentage de la réserve, préalablement diminuée de la partie non amortie des frais d'acquisition. Suivant les Compagnies, ce pourcentage est fixe quel que soit le nombre des primes payées, ou au contraire va en décroissant à mesure que la police devient plus ancienne.

2. La Compagnie, en fixant la valeur de rachat à une somme inférieure au montant de la réserve, poursuit aussi un autre but : elle veut prévenir le départ des assurés bien portants qui n'auraient plus intérêt au maintien du contrat. Ce phénomène d'antisélection n'est pas à craindre pour la résiliation du contrat à la suite du suicide : ce ne sont pas nécessairement les assurés bien portants qui se donnent la mort. C'est sans doute pour cette raison que le projet de loi sur le contrat d'assurances stipule, dans ce cas, le remboursement intégral de la réserve. Mais cette disposition est bien rigoureuse pour l'assureur : on oublie que la différence entre la valeur de rachat et la réserve n'a pas seulement pour but de prévenir l'antisélection, qu'elle sert aussi à réparer le préjudice certain que subit la Compagnie.

donc lieu d'appliquer les mêmes principes pour le règlement de l'indemnité : l'assureur gardera la différence entre la valeur de rachat et la réserve. Il n'a droit à rien autre : ce qu'il retiendrait en plus ne correspondrait pas à un préjudice réellement éprouvé ; ce serait une clause pénale dont on ne verrait guère, d'ailleurs, la raison d'être, l'assuré ne commettant aucune faute à l'égard de la Compagnie en se suicidant.

Il reste à savoir à qui revient cette valeur de rachat que l'assureur doit rembourser. Dans la pratique on considère comme équitable de la verser au bénéficiaire du contrat ; on estime, par interprétation de la volonté du souscripteur, que le seul ayant droit pouvant recevoir toute somme due par la Compagnie, à raison du décès du souscripteur, est le bénéficiaire désigné.

Pourtant le tribunal de la Seine (1) a jugé qu'elle revenait non pas au bénéficiaire, mais aux héritiers du souscripteur. Le contrat étant résilié par suite du suicide ne pourrait plus produire aucun effet. Dès lors, la somme à verser comme valeur de rachat, qui n'est que la restitution des excédents de primes, devrait rentrer dans le patrimoine du souscripteur et en suivre le sort. Les choses se seraient passées ainsi si la résiliation avait été expresse, il n'y aurait

1. 18 nov. 1892. *Rec. pér. des ass.*, 1893, 79.

pas de raison pour qu'il en fût autrement en cas de résiliation tacite résultant du fait du suicide.

Cette solution ne doit être acceptée qu'avec réserve. La valeur de rachat, dont il s'agit, calculée à la veille du décès, constitue exclusivement, d'après les termes mêmes de la police, la somme dont la Compagnie reste débitrice au décès du souscripteur : c'est, pour ainsi dire, le reliquat disponible du contrat : elle doit recevoir la destination fixée dans ce contrat. Il est à présumer que le souscripteur, puisqu'il n'a pas manifesté d'intention contraire, a voulu que cette somme tout au moins fût payée au bénéficiaire désigné, aux lieu et place du capital assuré qui lui échappe. Sans doute le souscripteur pouvait de son vivant racheter le contrat, et la valeur de rachat serait alors tombée dans son patrimoine mais justement il ne l'a pas fait ; dès lors, le bénéficiaire paraît seul désigné pour retirer, quelle qu'en soit l'étendue, le produit du contrat.

Le suicide inconscient produit des conséquences bien différentes de celles du suicide conscient. C'est un risque couvert par l'assurance et dont la réalisation fait sortir au contrat son plein et entier effet. La Compagnie n'est donc pas libérée de ses obligations : elle doit payer le capital stipulé.

L'assuré n'est pas responsable de la mort qu'il se donne en état d'aliénation mentale ; mais d'autres personnes, qui auront provoqué son suicide, pour-

ront avoir à en répondre. La Compagnie aura-t-elle un recours contre ces tiers par la faute desquels le risque s'est réalisé ?

La question du recours de l'assureur est générale : elle se pose dans toutes les assurances ; mais elle soulève des difficultés spéciales en matière d'assurances sur la vie (1). Les polices d'assurances sur la vie ne contiennent pas de clause de subrogation à la différence de celles d'assurances contre l'incendie et contre les accidents. La Compagnie ne pourrait donc exercer un recours qu'en vertu des principes généraux du droit commun (art. 1382 s. C. civ.). Des décisions récentes lui ont refusé ce droit (2).

L'examen de cette controverse ne fait pas partie de notre sujet. Ce qui est certain, c'est que l'assureur ne peut exercer de recours qu'autant qu'il y a une faute à la charge d'un tiers. Bornons-nous donc à rechercher dans quels cas la responsabilité des tiers peut être engagée par la réalisation du sinistre particulier que nous étudions.

Les personnes qui approchent le dément (conjoint, parents, enfants...) et connaissent son état, ont le devoir moral de veiller sur lui, de prévenir son sui-

1. V. PANNIER. *Du recours de l'assureur contre les tiers responsables de la réalisation du sinistre*, p. 83 s.

2. Cour d'Amiens, 4 déc. 1902, D. P. 1903.2.313 ; Cour Montpellier, 9 janvier 1905, *Le Droit*, 12 mai 1905 ; Trib. de la Seine, 13 avril 1905, *Gaz. des Trib.*, 1^{er} juin 1905,

cide. Mais cela ne suffit pas à créer une responsabilité civile. L'article 1384 du Code civil énumère les personnes civilement responsables des faits d'autrui : aucun paragraphe ne se rapporte à ces personnes. On a craint probablement que la responsabilité imposée aux parents ne déterminât des mesures de rigueur contre l'insensé (1). La séquestration aurait été employée non plus seulement comme un moyen curatif et bien-faisant, mais comme un moyen pour les parents de se prémunir contre les chances de responsabilité. Et cette séquestration aurait eu lieu non pas toujours dans des établissements dirigés par des médecins, mais aussi dans l'intérieur d'une maison privée, dans les conditions les plus tristes et les moins propres au soulagement du malade. Les père et mère sont responsables des dommages causés par leurs enfants mineurs habitant avec eux. Mais quelle différence ! L'affection des parents constitue la plus sérieuse des garanties pour l'enfant ; le fou, au contraire, est pour sa famille un embarras, une cause d'ennui : l'autorité constituée sur lui, la surveillance prescrite sous peine de responsabilité, loin d'être adoucies par le penchant du cœur, seraient rendues vexatoires et rigoureuses par l'intérêt et le dégoût.

Par contre, la responsabilité sera sûrement engagée si le suicide a été conseillé ou aidé, s'il y a eu participation au suicide. Au point de vue pénal, la

1. V. LABBÉ, *l. c.*

complicité du suicide n'est pas punie ; cela se comprend : le suicide n'est pas un crime et là où il n'y a pas de crime, il ne saurait y avoir de complicité proprement dite. Mais au point de vue particulier qui nous occupe, le complice a certainement commis une faute qui peut servir de base au recours de l'assureur.

A plus forte raison, un recours pourrait-il être intenté contre la personne qui, sur la prière de l'assuré, lui aurait donné la mort, ou contre celle qui, après avoir convenu avec l'assuré de le tuer, et de se tuer ensuite, n'aurait fait que se blesser. Ces personnes peuvent même, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, être poursuivies pour homicide volontaire (1).

Jusqu'ici, nous avons supposé que l'assurance était constituée sur la tête du souscripteur : c'est certainement le cas le plus pratique et le plus fréquent. Mais il est possible aussi de la faire reposer sur la tête d'un tiers soit au profit du souscripteur, soit au profit d'une personne désignée.

Cette combinaison ne paraît pas comporter de solution spéciale. Les polices, en excluant le suicide, ne distinguent pas suivant les personnes sur la tête desquelles reposent l'assurance. Il faut donc appliquer les mêmes règles que si l'assurance était constituée sur la tête du souscripteur. En cas de suicide con-

1. V. Cass., 16 nov. 1827, *Bull. crim.* ; C. Cass., n° 284 et Cass., 23 juin 1838, *ibid.*, n° 77.

cient du tiers assuré, la déchéance du contrat sera encourue (1).

Cependant on ne voit pas très bien les raisons de cette rigueur (2). Aucun des motifs, d'ailleurs contestables, invoqués pour exclure le suicide ne s'applique ici. Ce n'est pas créer un intérêt au suicide : le tiers assuré n'est pas intéressé à se donner la mort, puisque le capital stipulé ne revient pas à ses héritiers mais à des personnes étrangères. D'autre part, on ne saurait considérer comme protestative une condition qui dépend exclusivement d'un tiers. Il semble bien que le décès du tiers a été pris simplement comme échéance incertaine de la constitution d'un capital comme on aurait pu prendre tout autre événement incertain : l'apparition d'une comète, par exemple.

De l'assurance constituée sur la tête d'un tiers, il faut rapprocher le cas d'une assurance d'abord constituée sur la tête du souscripteur, puis cédée à un tiers. Les avantages et les charges du contrat sont transportés au cessionnaire ; celui-ci se trouve dans la même situation qu'il avait contracté à son profit une assurance sur la tête d'un tiers, le cédant. Il n'aura donc qu'un droit précaire : en cas de suicide conscient du cédant, la Compagnie pourra opposer la déchéance du contrat.

1. V. HERBAULT, *op. cit.*, n° 181.

2. V. BOUTAUD, *op. cit.*, p. 144

CONCLUSION

La pratique suivie par les Compagnies françaises relativement au suicide entraîne trop de complications, engendre trop de procès pour pouvoir être recommandée. Les compagnies anglaises et américaines, en excluant toute distinction entre le suicide conscient ou inconscient et en décidant de payer l'indemnité stipulée, même si l'assuré s'était donné volontairement la mort, à moins que le décès n'ait eu lieu dans un temps déterminé à partir de la signature de la police, ont adopté un système à la fois plus simple et plus libéral. On ignore le sort qu'une pratique plus longue réserve à cette assurance du suicide ; jusqu'à présent elle ne paraît pas avoir amené les conséquences fâcheuses qui lui avaient été prédites.

Le projet de loi déposé à la Chambre des députés le 12 juillet 1904 (art. 53) la condamne expressément et défend de la stipuler sous peine de nullité du

contrat tout entier ; mais il semble difficile de l'approuver sur ce point particulier. Il est toujours grave de restreindre la liberté des conventions : on risque d'entraver le développement d'institutions souvent fort utiles.

Rappelons-nous les fortunes diverses subies par les assurances. Lors de la rédaction du Code civil, Portalis condamnait avec indignation l'assurance sur la vie : « Nous savons, s'écriait-il, qu'il est des contrées où les idées de la saine morale ont été tellement obscurcies qu'on y autorise les assurances sur la vie des hommes... L'homme est hors de prix ; sa vie ne saurait être un objet de commerce ; sa mort ne peut devenir la matière d'une spéculation... La cupidité qui spéculé sur les jours d'un citoyen est souvent bien voisine du crime qui peut les abréger. »

Le 21 août 1845 le tribunal civil de la Seine déclarait d'office que l'assurance contre les accidents était nulle, parce qu'il en résultait une invitation à l'incurie, une prime *ad delinquendum*.

Si, en 1804 et en 1845, une disposition législative prohibitive était intervenue, l'assurance sur la vie et l'assurance contre les accidents, que nous voyons aujourd'hui normalement fonctionner, n'auraient peut-être pas pu prendre naissance.

En réalité, l'ordre public, qui a toujours été mis en avant pour combattre les extensions nouvelles de l'assurance, n'a pas eu à en souffrir : il n'a pu qu'en

profiter, car, ainsi que l'a dit fort justement M. de Courcy (1), « il est certainement souhaitable dans l'intérêt public, de prévenir, autant que possible, les revers subits de fortune et la ruine des familles. En politique et en économie politique, il est bon que les citoyens... trouvent, dans la bienfaisante institution des assurances, la plus ample protection... »

1. *Les assurances*, p. 48.

Vu : le Président de la thèse :

PLANIOL

Vu le Doyen,

LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- ALAUZET. — Traité général des assurances.
- AMBROSELLI. — Du contrat d'assurance sur la vie.
- ASSURANCE MODERNE (*périodique*).
- D'AVENEL. — Le mécanisme de la vie moderne, 2^e série.
Les assurances sur la vie.
- BONNEVILLE DE MARSANGY. — Jurisprudence générale des assurances terrestres. Continué par *Simonin*.
- BONOLIS GUIDO. — Les assurances sur la vie en droit international privé, traduit par Valéry et Lefort.
- BOURGAREL. — Le suicide. Discours de rentrée de la Cour d'appel d'Aix. *Gaz. des Trib.*, 19 et 20 oct. 1891.
- BOUTAUD. — Des clauses de non-responsabilité.
- CROUAU. — Des assurances sur la vie dans leurs rapports avec le suicide et la folie. *L'Opinion*, 1891, p. 130, s.
- DECHAMBRE. — Dictionnaire des sciences médicales: v^o Suicide et v^o Assurances sur la vie.
- DORLHAC DE BORNE. — De la déclaration des risques dans les assurances sur la vie. *L'Opinion*, 1891, p. 114, s.
- DUPUICH. — Traité pratique de l'assurance sur la vie.
- DURKHEIM. — Le suicide.
- D^r DUX. — Étude critique des conditions générales des polices. *Moniteur des assurances*, 1889, p. 278 s.

- GARRISSON. — Le suicide dans les temps anciens et modernes.
- GUYOT ET RAFFALOVICH. — Dictionnaire du commerce, de l'industrie et de la banque : v^o Assurances étrangères par Rochetin.
- HERBAULT. — Traité des assurances sur la vie.
- LABBÉ. — De la démence au point de vue de la responsabilité et de l'imputabilité en matière civile. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1870, p. 123 s.
- LEFORT. — Traité théorique et pratique du contrat d'assurance sur la vie.
- LEGRAND DE SAULLE. — Traité de médecine légale et de jurisprudence médicale.
- Études médico-légales sur les assurances sur la vie.
- MAZE. — Étude juridique du risque dans les assurances sur la vie.
- MONITEUR DES ASSURANCES (*périodique*).
- DE MONTLUC. — Des assurances sur la vie.
- PATINOT. — *Revue pratique de droit français*, 1868, p. 557 s.
- POTERIN DU MOTEL. — Théorie des assurances sur la vie.
- QUENTIN. — De la validité de la clause d'incontestabilité en cas de suicide dans l'assurance sur la vie. *Revue internationale des assurances*, année 1898.
- Rapport du bureau fédéral suisse sur les entreprises privées en matière d'assurances en Suisse en 1895.
- RECUEIL PÉRIODIQUE DES ASSURANCES.
- REHFOUS. — Des principes à édicter à la base d'une loi fédérale suisse sur les assurances sur la vie.
- RUBEN DE COUDER. — Dictionnaire de droit commercial, v^o Assurances sur la vie.
- SAINCTELETTE. — *Recueil périodique des assurances*, 1895. *Bulletin*, p. 181.
- SENÈS. — Obligations morales de l'assuré. *Moniteur des assurances*, 15 sept. 1870.

SIGNORINO. — La preuve du suicide dans le contrat d'assurance sur la vie. *La Loi*, 13 mai 1887.

VIVANTE. — Il suicidio nelle assicurazioni sullà vità.

YSEUX. — Le suicide et l'assurance.

TABLE DES MATIERES

	Pages
Introduction	5
I. — Le suicide est-il un risque assurable?	8
A). — ORIGINES DE LA CLAUSE D'INCONTESTABILITÉ.	10
B). — VALEUR.	18
1) Au point de vue moral	20
2) Au point de vue de l'ordre public.	26
3) Au point de vue du droit.	36
C). — Jurisprudence française	54
D). — Législations étrangères	62
II. — Conditions du suicide.	65
A). — Nature du suicide	66
B). — Distinction du suicide conscient et incon-	
scient	75
III. — Preuve du suicide.	93
A). — Charge de la preuve	95
B). — Moyens admis en preuve	106
IV. — Effets du suicide	114
Effets du suicide conscient	114
Effets du suicide inconscient.	122
Assurance contractée sur la tête d'un tiers.	125
Conclusion	127
BIBLIOGRAPHIE	131

